

• septembre 1995 • n°394 •

INPRECOR
• PRIX : 35 FF / 7 FS / 150 FB •



Ernest MANDEL 1923-1995

SOMMAIRE

3

EUROPE

Les enjeux d'une crise «post-nucléaire»

Jean Louis MICHEL

7

MEXIQUE

Treize valeurs humaines et un espoir

Rosario IBARRA

Ernest MANDEL 1923-1995

11

Introduction

12

Ernest MANDEL

1923-1995

François VERCAMMEN

18

Centre d'études Ernest

MANDEL

APPEL

20

Survol d'une œuvre considérable

Salah JABER

24

DOSSIER DE PRESSE

La Jornada - Süddeutsche
Zeitung - Frankfurter
Rundschau - The Gardian - El
País - Le Soir - Le Monde

32

Quelle alternative ?

Entretien avec Ernest MANDEL

36

Xlle camp international
Quatrième Internaitonale

De nouvelles machines pour Inprecor...

En juillet nous avons adressé à nos abonné(e)s de France et de Belgique un appel au secours : notre scanner venait de rendre l'âme et aucun des vieux ordinateurs dont nous nous servons n'était capable de gérer un scanner moderne... Bref, nous envisagions des dépenses que nous n'étions pas capables de financer. C'est donc en vue d'obtenir de nos abonnés un petit chèque (20—30 FRF ou 150—200 BEF) que nous tendions la main à nos abonnés des deux pays dans lesquels nous sommes capables d'encaisser des chèques sans frais (un chèque venu d'ailleurs nous coûte au minimum 41,50 FRF...!)*.

Appel entendu au delà de nos espérances. Beaucoup de petits chèques, quelques dons plus importants aussi et un courrier qui nous a mis du baume au cœur, témoignent de votre attachement à Inprecor et nous ont encouragé dans nos efforts visant à l'améliorer (à ce propos, appréciez-vous la nouvelle maquette dont ce numéro vous présente un premier essai ?). A l'heure de remettre ce numéro à l'imprimerie nous avons déjà reçu 19 060 FRF et 7 000 BEF !

A tous MERCI !

Nous sommes d'ores et déjà certains de pouvoir réaliser le prochain numéro à l'aide de machines raisonnablement modernes et nous espérons que cela permettra aussi d'en améliorer la qualité (à partir de ce numéro nous avons commencé à modifier la présentation d'Inprecor dans l'espoir d'en améliorer la lisibilité et nous comptons poursuivre ces tentatives... avec votre aide). Mais si nous sommes obligés de battre le rappel des fonds pour un investissement somme toute petit, c'est que nos finances vont mal. Alors que ceux d'entre vous qui n'ont pas encore eu l'occasion de nous soutenir se rassurent : leur aide reste la bienvenue !

La Rédaction

* Que nos lecteurs vivant sous d'autres cieux se rassurent : ils peuvent toujours ajouter quelques francs au prix de l'abonnement et nous les envoyer avec le chèque pour leur réabonnement (qui peut être fait avant l'expiration de l'abonnement en cours), de manière à éviter de multiplier les frais bancaires...

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques Inprecor est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois Inprecor à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



Revue mensuelle
d'information et
d'analyse publiée
sous
la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la
IVe Internationale.

Les articles signés ne
représentent pas
nécessairement le point
de vue de la rédaction.

Éditée par PÉCI Sarl
au capital de 50 000 F,
SIREN n° 391 857 562

Rédaction —

Administration :
PÉCI, BP 85, 75522
Paris CEDEX 11,
France

Tél : (33-1) 43 79 29 60
Fax : (33-1) 43 79 29 61
E-Mail :
inprecor@igc.apc.org

Gérant et Directeur
de publication :
Jean Malewski
C.P. n° 59117
ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par
Rotographie 2, Rue
R. Lenoir, 93100
Montreuil

Diffusé dans les
librairies par
DIF'POP' SARL,
21 ter rue Voltaire,
75011 Paris, France.

ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PÉCI", à adresser à PÉCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PÉCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PÉCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Institutions (600 FF, 1 AN) ☐

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois) ☐

« Découvrir INPRECOR » * (75 FF, 3 mois) ☐

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Europe

Les enjeux d'une crise « post-nucléaire »

En décrétant une nouvelle série de tests sur les atolls de Mururoa et Fangataufa, le président français, Jacques Chirac, a transgressé l'interdit de la reprise des tirs nucléaires dans le Pacifique, allumant ainsi la mèche d'une chaîne pyrotechnique aux conséquences multiples. Cinquante ans après les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki, trente cinq ans après l'explosion de la première bombe française à Reggane, dans le désert algérien, en février 1960, dix ans après le sabotage par les services français du premier Rainbow Warrior de Greenpeace, quelques mois seulement après la prorogation du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), Paris prend la responsabilité d'ouvrir la première grande crise « post-nucléaire ».

Par Jean-Louis Michel

IL SE MURMURE DANS LES ALLÉES DU POUVOIR français que Chirac reprocherait amèrement à ses conseillers de ne pas lui avoir rappelé ces quelques dates anniversaires : une anecdote qui en dit long sur l'incurie de la nouvelle équipe dirigeante française. Ces essais, au nombre de huit, si rien ne vient faire reculer le gouvernement français d'ici mai 1996, ne sont en rien comparables aux tests chinois, tout aussi condamnables mais dans un environnement politique, diplomatique et militaire bien différent.

La décision française, intervenue au lendemain de la prorogation du TNP, signé en 1968 et entré en vigueur en 1970, est d'abord apparue comme un manquement à la parole donnée et un encouragement de fait à toutes les formes de prolifération nucléaire. C'est sans aucun doute le ressort principal de la vague d'opposition qu'elle a rencontrée à l'échelle planétaire, en particulier au plan institutionnel.

Le bilan d'application du TNP, ratifié par quelques 175 États, laisse apparaître ce vaste marchandage nucléaire comme un marché de dupes. Il n'a en effet en rien freiné la course aux armements nucléaires ou post-nucléaires. Le transfert de technologie de la « filière civile », garanti aux

autres États par les cinq grandes puissances nucléaires (Chine, France, Grande Bretagne, URSS-Russie, USA) en échange de leur renoncement à la filière militaire, se révèle illusoire et problématique dans son application pratique. S'y ajoute, avec l'effondrement de l'URSS, une situation chaotique de prolifération, marquée par la vente libre de quantité considérable de plutonium et de matière grise sur les marchés noirs internationaux. Sans compter les effets induits du choix nucléaire, prétendument civil, sur l'environnement et le développement des pays concernés. Pour autant, ce constat sinistre, généralement non contesté, ne règle pas la question. Nombre de gouvernements et certaines opinions publiques restent en effet attachés à l'application de ce traité en considérant qu'il permet, faute de mieux, une limitation, fut-elle bien imparfaite, des effets désastreux de la prolifération.

LE TNP INTERDIT EN PRINCIPE aux États non-détenteurs l'acquisition d'armes nucléaires. En échange de quoi, ils sont assurés, au terme de l'article 5 du Traité, de la possibilité d'acquérir légalement la technologie et le savoir-faire relatifs à la filière civile et par voie de conséquence à la filière militaire. La tentation de passer de « l'eau légère » à « l'eau lourde » ou tout au moins de se mettre en situation de le faire si nécessaire, est d'autant plus forte qu'un pro-



Manifestation antinucléaire à Paris, le 1^{er} juillet 1995.

gramme énergétique nucléaire coûte cher et que tous les experts s'accordent sur l'impossibilité de le rentabiliser, économiquement et politiquement, en dehors de visées militaires concomitantes. Le Brésil ou le Japon parmi beaucoup d'autres États en ont fait l'expérience et tiré secrètement la conclusion logique. L'Iran ou la Corée du Nord cherchent à emprunter la même voie. Sans compter Israël (dans ce cas avec la bienveillante complicité franco-américaine), l'Inde, le Pakistan et quelques autres.

UNE PROLIFÉRATION, DITE HORIZONTALE, d'autant plus galopante que l'on peut se procurer aisément et à vil prix au marché noir les ingrédients indispensables à la fabrication de la bombe. Les coups de lampe opportunistes braqués sur ce trafic rendent en fait peu compte de son ampleur. Outre la Russie ou l'Ukraine, des États comme l'Ouzbékistan, le Tadjikistan ou encore la Kirghizie sont par exemple devenus des puissances nucléaires et n'ont probablement pas d'autres choix que d'avoir recours à la vente de cette « richesse ». L'ex-URSS disposait d'environ 30 000 têtes nucléaires. Leur démantèlement partiel produit d'énormes quantités de plutonium. Quinze mille scientifiques étaient employés dans ce secteur et trois mille d'entre eux maîtrisaient de bout en bout la chaîne de production.

Le TNP précisait en outre, en son article 6, que tous les États signataires s'engageaient à « *poursuivre des négociations de bonne foi sur des mesures effectives de cessation de la course aux armements à une date rapprochée et de désarmement nucléaire* ». On sait ce qu'il en fut. La décennie quatre-vingt fut marquée, à l'initiative de l'Amérique de Reagan, par une formidable relance de la course à la sophistication et à la production des systèmes d'armes les plus barbares de l'histoire humaine qu'ils soient nucléaires ou non. La longue litanie (Traité de 1987 sur les armes de portées intermédiaires « INF », ceux sur les armements stratégiques START I et II) des vrais accords de faux désarmement qui régulaient — par la définition d'un plafond pour chaque catégorie d'armes concernée — plus qu'ils n'entravaient cette logique meurtrière aboutit à ce que les arsenaux mondiaux soient aujourd'hui sans commune mesure avec ce qu'ils étaient au début des années soixante-dix.

LE TNP IMPOSE, en réalité, aux États contractants non détenteurs, l'obligation de conclure avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), des accords visant à

vérifier sur leur territoire le fait qu'ils se conforment bien à leur engagement. Absolument rien d'équivalent n'a été imposé aux cinq puissances nucléaires, siégeant à titre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Plus qu'un déséquilibre, c'est une véritable imposture, emblématique de la démocratie onusienne, contredisant en pratique toute possibilité de transparence sur la réalité des arsenaux et des programmes militaires des Cinq grands. La conséquence n'en est que trop évidente. Manipulations en tout genre des États et des opinions publiques, orientation à leur guise des transferts de technologie, transfert de valeur et renforcement des liens de dépendance accompagnèrent cette paix nucléaire de dupes conclue à l'initiative de la principale des puissances impérialistes, les États-Unis, et tout à son avantage.

Une manière de pérenniser un mode de domination en se donnant les apparences du beau rôle idéologique même si cela doit conduire à la catastrophe. C'est à l'aune de cette réalité qu'il faut mesurer, au mieux l'aveuglement, au pire la complicité intéressée de ceux qui saluèrent avec fracas ces « progrès sur la voie du désarmement nucléaire universel ». Dans ce contexte, naturellement, la décision de Paris de reprendre les expérimentations dans le Pacifique ne pouvait être vécue que comme une formidable provocation de la part d'un État qui a très mauvaise réputation. Les révélations d'un rapport officiel américain en faisant le premier exportateur mondial d'armement, avec 45 % de parts de marché en 1994, le soulignent encore récemment.

UNE PROVOCATION IRRESPONSABLE

Les raisons d'une telle provocation ne sont pas mystérieuses.

Chirac a d'abord agi en épigone zélé qui entendait à la veille d'importantes rencontres internationales, à Washington, Halifax et Cannes, faire montre de sa force à la faveur d'une gesticulation musclée. Mais n'est pas De Gaulle qui veut et le maniement politique de l'arme nucléaire ne se décline plus exactement sur le mode du « J'ai la bombe donc je suis ». Le côté « imprévisible » de Jacques Chirac, qui avait suscité pas mal d'inquiétude dès avant son élection dans plusieurs capitales européennes, a ajouté encore à la « stupeur ». L'isolement d'une France, caricaturale dans ses rêves de grandeur passée, patageant dans l'étroitesse



«14 juillet anniversaire de la prise de la Bastille ; Non aux essais nucléaires dans le Pacifique ; Boycott des produits français » Jeunes communistes de Volterra (Toscane).

de ses contradictions identitaires actuelles, contaminée à la fois par le chiraquisme et pour partie par le lepénisme, ne peut qu'en sortir renforcé. La mise en scène à l'américaine des points de presse présidentiels, l'obscénité antidémocratique du « je » quand il s'agit du sort au minimum de millions d'hommes et de femmes, voire de la survie de l'humanité, heurtent heureusement plus qu'on ne l'imagine les consciences, en France comme ailleurs. Un tout récent sondage, organisé par le service de presse des armées (SIRPA), indique que 59 % des Français seraient opposés à la reprise des essais.

VIENT ENSUITE, dans l'ordre des motivations de Chirac, le message codé sur la dissuasion à la française où il est question des missiles sol-sol du plateau d'Albion. Tous les experts s'accordent sur le caractère obsolète de cette composante terrestre de la triade nucléaire française. Mais l'évoquer précisément au moment où l'on décide la reprise des essais nucléaires pour une campagne de huit tirs n'a pas d'autre fonction que de suggérer la finalité de celle-ci surtout lorsque l'on ajoute qu'il s'agirait de s'assurer de la fiabilité de ces systèmes d'armes vers 2010 et au-delà. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est bien la miniaturisation et à travers elle la possibilité d'emploi effectif d'armes nucléaires sur des théâtres d'opérations. Une telle inflexion virtuelle de la doctrine française de dissuasion qui a tenté à plusieurs

reprises le prédécesseur de Chirac et qui revient comme un leitmotiv dans les revendications des états-majors accentuée de manière très nette la dangerosité et l'actualité de la menace nucléaire. En dépit des dénégations officielles, il s'agit bien de la raison de fond qui a motivé la décision chiraquienne. Tant les experts américains que nombre de scientifiques européens, y compris français, ont en effet montré l'absence de sérieux de l'argumentation officielle, prétextant la nécessité de tester la capacité de vieillissement des charges nucléaires et des amorces après avoir invoqué la mise au point de la « simulation ». C'est d'ailleurs et d'abord en ce sens que, si elle n'était pas reconsidérée, la décision française entraînerait une relance de la course aux armements dans ce secteur précis dont ne veulent pour l'instant ni le gouvernement américain, ni le gouvernement allemand, orientés vers d'autres priorités technologiques et militaires. Il reste évidemment le petit calcul électoral d'un président et d'un parti, le Rassemblement pour la République (RPR), qui se refusent à prendre le moindre risque par rapport à la poussée lepéniste aux dernières élections, présidentielle et municipales. Mais Chirac, en entonnant le grand air de la grandeur de la France, s'est bien gardé d'expliquer que cette grandeur-là a un coût économique et par voie de conséquence social. La bombe et son entretien engloutissent en France un tiers des crédits militaires qui représentent eux-mêmes 20 % du budget de l'État. S'y ajoutent les crédits de la Recherche qui sont en partie détournés à des fins militaires. Plus la bombe sera dotée, plus l'austérité sera renforcée. Ce qui vaut à Paris, vaut naturellement en ce domaine pour n'importe quel autre pays.

UNE MAUVAISE SURPRISE

D'évidence, le gouvernement français a sous-estimé l'ampleur de la riposte à ses initiatives, au point que, rodомontades ou pas, la droite envisage sérieusement la mise en place dans chaque département de comités pour les essais, parallèlement à une campagne « d'explication internationale ». Plus sérieusement, les manifestations autour du 14 juillet ont marqué le premier temps fort de la riposte internationale. Celles autour du cinquantième anniversaire des bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki ont constitué un nouveau tremplin en attendant les grandes mobilisations envisagées un peu partout dans le monde à la rentrée. L'objectif de cette campagne, au-delà de la base d'accord la plus large consistant à s'opposer à la reprise immédiate des essais français, dessine chaque jour davantage les contours d'un combat pour l'interdiction générale et définitive de tous les essais et de toutes les armes nucléaires. L'embarras grandissant de plusieurs gouvernements et du Parti socialiste (PS) français, face aux manifestations dans lesquelles ce dernier se dispense de paraître ou encore au Parlement européen quand celui-ci conteste Chirac, en est l'un des indices. Mais surtout, la valse-hésitation des gouvernements français et nord-américain sur la clause additionnelle au traité d'interdiction qui permettrait, en fait, de poursuivre des essais de moindre puissance bien après mai 1996 le démontre. Chirac et Clinton disent désormais y renoncer sans état d'âme. Ce ne serait là qu'un premier résultat de la campagne anti-bombe, qu'il faudrait le saluer en tant que tel. La mobilisation internationale agit également comme une arme de dissuasion puissante contre la

prolifération à laquelle la décision française ouvrirait très largement la porte. Les tenants du feu nucléaire s'en trouvent pour l'instant acculés à la défensive.

La dimension internationale, planétaire, de cette campagne surprend de plus beaucoup de monde. C'est le signe de l'émergence d'une conscience pacifiste, le plus souvent indépendante des États, peu impressionnée par le sacrosaint respect des frontières et autres prétendues souverainetés invoquées par les « grandes » puissances, un peu comme dans les années quatre-vingt lorsque le mouvement antimissiles se concevait d'emblée comme européen. Mais cette conscience n'est en rien abstraite. S'il en fallait une preuve, on la trouverait aisément dans l'enracinement de cette campagne dans les préoccupations et les luttes quotidiennes des peuples du Pacifique et son articulation en particulier avec le combat indépendantiste à Nouméa comme à Papeete. Greenpeace a su contribuer efficacement à cette dimension internationale mais si elle a pris une telle ampleur à la différence de campagnes précédentes, c'est bien parce qu'elle correspond à une aspiration partagée, dans la jeunesse notamment, du Pacifique sud à l'Europe, de l'Asie à l'Amérique latine.

LA CAMPAGNE EN COURS se distingue également par la combinaison originale des formes d'action qui font sa force. Mouvements de masse ici, initiatives spectaculaires là, pressions économiques et institutionnelles ailleurs. C'est naturellement dans le Pacifique que cette articulation a pris sa signification la plus forte, d'abord autour du départ du Rainbow Warrior et de son retour à Papeete après avoir été pris d'assaut par les commandos de marine, désormais autour du rassemblement de la flottille de la paix. Mais surtout, se développent parallèlement des initiatives spectaculaires sous la responsabilité de ceux qui les prennent, un mouvement de masse unitaire et une intense activité de lobbying auprès des instances parlementaires et gouvernementales. Résultat, on assiste à un foisonnement d'initiatives qui concourent à l'affirmation d'un authentique mouvement d'opinion, forcément divers dans son expression, où chaque courant politique, ou culturel, chaque individu, le syndicaliste comme le consommateur, peut aisément trouver sa place.

Autre point fort de cette campagne, la confluence qu'elle autorise entre des préoccupations au départ bien différentes. Les campagnes antimissiles des années 80 avaient trouvé, parfois non sans mal, un point d'équilibre entre les aspirations pacifistes de la jeunesse et une mobilisation anti-austérité et anti-américaine des forces politiques traditionnelles. Cette fois, la mobilisation s'alimente à trois sources différentes. Un pacifisme qui ne se dément pas en particulier dans la jeunesse, et qui apparaît comme un rempart de ceux d'en bas face au discrédit des gouvernements et des Institutions internationales, comme l'ONU. Après la Somalie, le Rwanda et la Bosnie, ce courant ne peut que se renforcer. Des préoccupations écologistes ensuite qui, pour ne pas être également partagées selon les contrées concernées, n'en sont pas moins en train de se renforcer un peu partout. La place prise par l'argumentation implacable des scientifiques ou encore par les logiques de boycott, directement inspirées des luttes sur l'environnement, l'attestent. Il y a enfin l'exigence démocratique, déjà présente en 1982-1983, mais qui cette fois apparaît comme l'horizon avec lequel le gouvernement français ne peut plus biaiser. Les courants indépen-

dentistes, comme d'ailleurs les gouvernements des États membres du Forum du Pacifique sud, en font le point d'aboutissement de leurs revendications. Comment en effet échapper à cette évidence qui veut que les populations les plus directement concernées aient à se prononcer sur la reprise ou non des essais. Dans le contexte actuel, la charge « subversive » d'une telle exigence est bien réelle.

S'IL S'OBSTINE, le gouvernement français s'exposera donc à une série de risques majeurs qu'il a méconnus dans l'euphorie de sa victoire électorale. Le premier réside dans le facteur temps d'une campagne anti-bombe qui, se renforçant tout au long de la campagne de tirs, l'exposerait à une situation internationale durablement insoutenable. Réunions gouvernementales, manifestations culturelles ou scientifiques, événements sportifs, chaque occasion serait alors saisie pour le mettre en accusation. La menace d'un boycott des produits et compagnies françaises, agitée dans plusieurs pays, n'est plus prise à la légère par les milieux patronaux et économiques hexagonaux. S'y ajoutent en France même, les contraintes budgétaires qui soulignent le gaspillage que représente l'investissement dans la bombe et les essais nucléaires quand l'austérité est de mise pour tous. Autant d'éléments qui ne laissent guère de choix entre un recul rapide devant la vague de protestations et une obstination qui conduirait à une humiliante défaite d'ici quelques mois.



VIETNAM

Liberté pour Hoang Minh Chinh et Do Trung Hieu !

Le 14 juin 1995 à Hanoi, les autorités vietnamiennes ont arrêté pour la troisième fois Hoang Minh Chinh, vétéran de la révolution vietnamienne, accusé de « propagande contre le régime socialiste ». Le même jour était arrêté à Hochiminh-ville Do Trung Hieu, 57 ans, ancien résistant, pour un motif identique.

A 75 ans, Hoang Minh Chinh, ancien recteur de l'Institut de philosophie de Hanoi, a déjà passé 11 ans en prison et 9 ans en résidence surveillée pour délit d'opinion.

Les soussignés, qui ont toujours été solidaires de la lutte du peuple vietnamien pour son indépendance, demandent la libération immédiate des deux prisonniers qui n'ont fait qu'exprimer publiquement leurs idées.

En 1991, la protestation internationale a pu obtenir la libération de la romancière contestataire Duong Thu Huong, en 1995 elle obtiendra celle Hoang Minh Chinh et de Do Trung Hieu.

Paris, le 10 juillet 1995

Les signatures et les chèques libellés au nom de FORUM (avec mention « campagne Hoang Minh Chinh ») sont à adresser à :

Dr Jean-Michel KRIVINE

97, rue de Sannois

95 120 Ermont

Premiers signataires : BELORGEY Jean-Michel, BOUDAREL Georges, CALVIE Alain, CHALIANI Roch, CHAUVIN Jean-René, DECHEZLLES Yves, HA Duong Tuong, HEMERY Daniel, HEROLD Monique, HOANG Khoa Khoi, KAHN Marcel-Francis, KRIVINE Jean-Michel, LABICA Georges, LACOSTE Yves, LANGLOIS Denis, LECLERC Henri, MINCES Juliette, PARMELIN Hélène, PECKER Jean-Claude, PERRAULT Gilles, REBERIOUX Madeleine, SCHWARTZ Laurent, SCHWARTZENBERG Léon, VERDIER Robert, VERNANT Jean-Pierre, VIDAL-NAQUET Pierre, WALLON Bernard.



Mexique

Treize valeurs humaines et un espoir

Rosario Ibarra est l'une des figures les plus importantes de l'opposition démocratique au Mexique. Ex-présidente de la Convention nationale démocratique, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) l'a désignée avec d'autres personnalités pour coordonner la consultation nationale et internationale convoquée par cette organisation politico-militaire. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de son intervention, lors d'un meeting tenu dans l'Etat espagnol au mois de juillet, où elle explique les objectifs de cette consultation.

Par Rosario IBARRA

« **NOUS N'AVONS** reçu de ce mouvement civil ni applaudissements ni soutiens pour poursuivre la guerre. Ce qu'il nous a offert, lui et personne d'autre, c'est une opportunité. Une opportunité que l'on avait toujours refusée à des milliers d'hommes et de femmes parce qu'ils étaient indigènes, qu'ils ne parlaient pas comme tout le monde, qu'ils avaient une autre culture, qu'ils n'étaient pas « productifs », qu'ils ne figuraient même pas dans les statistiques de la mort et de la misère. La vie valait si peu sur ces terres que la mort avait encore moins de valeur et qu'il était meilleur marché de mourir que de vivre.

« On nous a offert cette opportunité, l'opportunité de parler et d'être entendus. Nous savons maintenant que cette opportunité est un droit, et nous sommes décidés à l'exercer et à fond pour ne pas le perdre à nouveau. Nous avons appris à parler et voici ce que nous sommes venus vous dire :

« Nous sommes Mexicains et nous avons un projet pour notre pays. Nous voulons lutter pour la démocratie, la liberté et la justice pour tous les hommes et toutes les femmes de ce pays. Nous disons aussi que nous sommes des êtres humains et que nous avons une proposition pour l'humanité entière. Nous voulons un nouvel ordre mondial fondé et régi par la démocratie, la liberté et la justice.

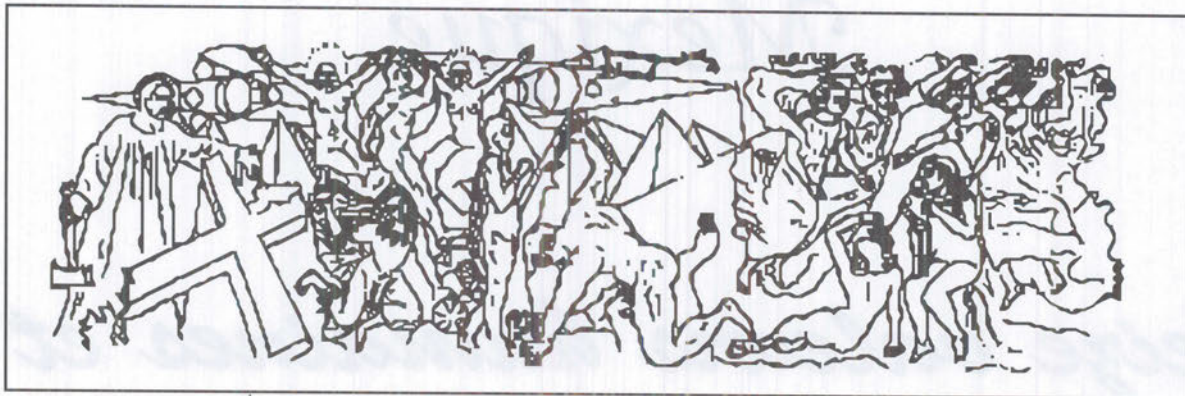
« **MAIS L'ÉTONNANT**, ce n'est pas qu'un mouvement majoritairement indigène revendique une identité nationale et internationale. Outre son caractère indigène, l'EZLN est dans sa majorité pauvre et analphabète. Mais cela n'invalide pas sa proposition nationale et internationale. Tout le monde sait bien ce qu'a fait de ce pays la culture technocratique, celle des doctorats décrochés à l'étranger : elle lui a apporté la misère, le crime, l'incurie des gouvernements, l'incertitude et un besoin immense au ventre et dans la poitrine que TOUT change. Le surprenant, c'est que notre voix soit parvenue à d'autres oreilles que les nôtres, qui ne cherchent pas à nous renvoyer nos paroles, à les dénaturer. C'est ça qui est surprenant, pour nous y compris » (sous-commandant insurgé Marcos, juin 1995). Dire que le 1^{er} janvier 1994, le Mexique entier a été surpris par le cri de révolte des

indiens mayas du Chiapas est un lieu commun. Ce qui surprend vraiment c'est l'évolution suivie par cette insurrection et surtout la capacité de ces indigènes à établir un dialogue avec l'ensemble de la population mexicaine et aussi, plus encore, avec le monde entier. (...)

LE GOUVERNEMENT MEXICAIN a réagi à ce défi inédit que représente le néozapatisme en cherchant à couper les liens unissant cette organisation politico-militaire majoritairement indigène et le reste de la société. C'est pourquoi il a fait donner l'armée le 8 février, après l'appel adressé par l'EZLN au cardénisme et à la société civile pour structurer un mouvement national d'opposition qui chasse le PRI du Palais national. Pour le gouvernement, il est essentiel de réduire le conflit à son expression minimale (quatre modestes municipalités). Voilà pourquoi il refuse de donner au dialogue avec les zapatistes sa nécessaire dimension nationale. Voilà pourquoi il s'appuie sur des députés traditionnellement de gauche pour refuser aux indigènes du Mexique le droit de prendre position sur des problèmes nationaux. Voilà pourquoi il cherche à diviser les communautés avec le développement de « hameaux modèles » comme au Guatemala, pour pouvoir isoler les zapatistes. Voilà pourquoi l'armée fédérale reste l'arme au pied, prête à intervenir immédiatement si les négociations se heurtent à des contretemps significatifs.

L'EZLN quant à elle essaie de riposter à cette stratégie contre-insurrectionnelle du gouvernement. Et cela donne lieu à une geste aux dimensions historiques. Les communautés se refusent à recevoir une quelconque aide provenant de l'Etat mexicain. Des communautés entières de la selva et des monts du Chiapas ont consciemment décidé, en assemblées, d'organiser une résistance tenace pour appuyer les hommes et les femmes en armes et s'opposer à la formation de ces « hameaux modèles ».

Par ailleurs, l'EZLN a décidé de mettre un point final à l'interrogation concernant sa représentativité à l'échelle



nationale. En décidant cette consultation nationale, elle se livre, ni plus ni moins, à une sorte d'état des lieux : l'EZLN entend démontrer au gouvernement sa force réelle. Nul doute que des centaines de milliers, voire des millions, de personnes vont répondre à son appel.

L'EZLN DEMANDE aussi son opinion à la société sur une série de questions dont elle était écartée jusqu'à présent. On sait que quand l'EZLN a décidé de déclencher l'insurrection en janvier 1994, ce fut après des consultations dans pratiquement toutes les communautés de la *selva* et des monts du Chiapas ; l'immense majorité de leurs habitants ont soutenu cette décision, et même ceux qui n'étaient pas d'accord ne s'y sont pas opposés et ont, d'une certaine façon, soutenu ce choix. L'EZLN organise une nouvelle consultation, mais pas seulement de sa base cette fois-ci, de l'ensemble de la société qui s'est mobilisée comme jamais auparavant dans notre pays. Il s'agit maintenant d'un nouvel objectif, hautement complexe à n'en pas douter : organiser toute cette sympathie qu'a suscité l'EZLN. Cela ne veut pas dire que le zapatisme va prendre le tournant de la lutte électorale ni se transformer en parti politique ; il s'agit de créer un grand mouvement politico-social, qui soit le catalyseur de la prochaine révolution démocratique. Il s'agit de donner un sens à la vie de millions de jeunes Mexicains qui veulent la démocratie mais qui en ont assez des partis politiques traditionnels, de droite comme de gauche, sans que cela conduise forcément l'EZLN à abandonner les armes. Il s'agit de révolutionner les mécanismes de l'action politique pour permettre le développement d'une nouvelle révolution.

Cela dit, que cherche-t-on en proposant la même consultation à des citoyens d'autres pays que le Mexique ?

Tout d'abord, l'EZLN engage ainsi un nouvel échange avec les habitants d'autres régions du monde qui ont toujours affirmé leur solidarité avec les luttes des peuples des pays pauvres. Et d'une certaine façon, cela conduit à proposer un internationalisme d'un nouveau type. Auparavant, les organisations révolutionnaires d'Amérique latine avaient une vision profondément instrumentaliste de la solidarité. On exigeait généralement un soutien total et acritique et on ne prenait pas sérieusement en compte la diversité des opinions. Qui plus est, si quelqu'un se permettait de formuler une critique constructive, on lui rappelait sa condition d'étranger. La proposition de l'EZLN tend à formuler un nouveau type de rapports avec la solidarité internationale, en la considérant comme une composante du processus, en lui demandant non seulement son soutien mais une prise de position vis-à-vis d'une politique

déterminée. La solidarité internationale est alors considérée comme partie intégrante du sujet qui définit l'action politique.

C'est aussi une nouvelle façon de s'adresser à la communauté internationale. Une fois encore il convient de rappeler que les divers mouvements révolutionnaires dans le passé tenaient un double langage : d'une part, ils sollicitaient la mobilisation des différents peuples, mais en même temps ils négociaient des soutiens concrets aussi bien avec des gouvernements qu'avec les appareils traditionnels de contrôle bureaucratique. De ce fait, ils ne s'engageaient pas aux côtés des luttes des travailleurs des pays métropolitains.

JE VOUDRAIS ici rapporter une anecdote qui, à elle seule, caractérise parfaitement l'EZLN. Il y a quelques mois, lors d'un de mes constants voyages à la *selva*, dans une zone zapatiste, j'ai rencontré des amis italiens qui devaient s'entretenir avec la direction de l'EZLN et lui remettre une photo des ouvriers d'Alfa Romeo qui, à l'occasion d'une lutte en février 1994, brandissaient des banderoles à l'effigie d'Emiliano Zapata, avec des slogans de soutien à l'EZLN. Quand Marcos a appris qu'un mouvement de grève s'était déclenché dans cette usine, il a décidé d'écrire à Octavio Rodríguez Araujo, qui coordonnait l'édition d'un livre édité par l'Université nationale, pour lequel il avait demandé une contribution à Marcos, en lui demandant que les droits d'auteur qui lui reviendraient soient envoyés au comité de grève des ouvriers d'Alfa Romeo à Turin, comme soutien des indigènes mayas de l'EZLN. Beau geste qui révèle qu'un véritable nouvel internationalisme ne peut se réduire à réclamer un soutien mais doit l'apporter à son tour quand la situation le réclame. C'est pourquoi la consultation internationale ne s'adresse pas aux gouvernements, aux parlements ni aux appareils de contrôle mais aux citoyens en général dans le monde entier.

Ce choix expose consciemment au risque de se voir accuser par les forces de droite au Mexique d'accréditer une politique interventionniste. Le PRI et ses thuriféraires ont déjà déclaré au Mexique que cette consultation internationale signifie une violation de la souveraineté nationale. Il s'agit d'un débat essentiel pour nous. Qu'est-ce qui constitue une véritable politique de rupture avec la souveraineté nationale ? Surtout quand le gouvernement, après la signature du traité de libre échange, a ouvert la voie à un processus progressif et inéluctable d'abolition de l'indépendance nationale. Un exemple : face à la récente crise économique, le gouvernement a accepté comme condition pour l'octroi

des crédits par le gouvernement de Clinton et le FMI, qu'un juge de district de New York ait le pouvoir de trancher toute controverse sur le projet économique global dès que les représentants de la banque se déclarent insatisfaits de tel ou tel choix politique. De ce point de vue, les accusations portées contre la consultation internationale ont seulement servi à approfondir la discussion et la compréhension de l'importance de ce thème de la souveraineté nationale, banalisé par les porte-parole du gouvernement.

ET CELA CONDUIT à une considération fondamentale. Le processus de restructuration capitaliste mise en œuvre dans le monde entier revêt une signification et une dimension considérables. Le capitalisme, après l'échec de la voie bureaucratique de l'économie dirigiste appliquée dans les pays appelés à tort socialistes, a jeté à terre tout vestige de préoccupation sociale. Il a décidé de mettre bas les masques et d'en finir avec toute une série de dispositions sociales. La fin de l'Etat providence en Europe et de l'Etat populiste en Amérique latine et en Afrique du Nord marque un effondrement de la qualité de la vie des populations.

C'est pourquoi les questions sociales et les restrictions démocratiques prennent une importance vitale. Les treize points qui constituent le programme de lutte de l'EZLN ne sont rien d'autre que treize valeurs humaines universelles. Il est hautement significatif qu'à l'aube du troisième millénaire, les différents systèmes dominants n'aient pas réalisé certaines valeurs fondamentales. A la veille de l'an 2 000, des millions d'êtres humains n'ont pas de terre où semer, pas de travail pour survivre, de maison où s'abriter, d'éducation pour progresser, de santé pour qu'on ne meure plus de maladies curables ni de nourriture qui permette à l'espèce de survivre. C'est un affront constant que ces demandes, qui constituent des valeurs fondamentales pour avoir une vie digne, n'aient pas de réponse pour une large part de l'humanité. Tout comme six autres demandes, regroupées dans une série de droits élémentaires : la justice pour que, comme le réclame l'EZLN, on sanctionne les délits et non la pauvreté, ainsi que la corruption du pouvoir, etc., une justice qui comprenne les problèmes sociaux qui conduisent les gens à commettre des délits. Le droit à la culture, pour que ce ne soit pas une poignée de bureaucrates ou de milliardaires qui déterminent le cours et le développement de la culture, pour que surgisse véritablement la République des lettres et qu'elle soit gouvernée par ceux qui exercent directement cet office, et qu'ils mettent leur création à la portée de la population. Le droit à l'information qui permette d'abolir les monopoles abrutissants des moyens de communication et de garantir la liberté d'expression. Le droit à l'indépendance pour qu'aucun organisme multinational ne prenne les décisions par-dessus la tête des simples citoyens. Le droit de nous organiser comme il nous plaira, en mettant fin aux mécanismes brutaux de corporatisme comme à ceux plus subtils de néocorporatisme qui enserrant la société. Le droit à la démocratie qui nous permette de démocratiser l'ensemble des relations sociales, y compris les relations de production, et d'éliminer les mécanismes de violence qui violent les droits des citoyens. Et on en arrive à la treizième revendication : la paix dans la justice et la dignité.

Ce programme représente les points fondamentaux pour vivre dans la dignité. La seule possibilité que le monde ne bascule pas dans une catastrophe. Repousser la satisfaction de ces revendications fera éclater de nouvelles

guerres et révoltes. Les populations exclues et marginalisées verront s'accumuler leur rancœur, lourde d'explosions et de violence. On pourrait dire, d'un certain point de vue, qu'il s'agit d'un programme biblique. Le mérite de l'EZLN est d'avoir su interpréter les demandes, les valeurs qui sont aujourd'hui essentielles.

IL FAUT ALORS RÉÉLABORER une charte des droits individuels et collectifs à l'échelle mondiale, une sorte de nouveau contrat social qui s'attache à satisfaire ces nouvelles exigences. Les obstacles restent les mêmes, les maîtres du capital, leurs gouvernements et leurs appareils de contrôle, tout comme leur idéologie. Ce nouveau contrat social, cette nouvelle charte mondiale du citoyen, seront le produit d'une série de révoltes à l'échelle internationale.

Certains pourraient penser que tout cela est très bien en ce qui concerne le Tiers monde, mais pas pour l'Europe. Mais il s'avère que la chute brutale du niveau de vie de la population mondiale touche également aujourd'hui l'Europe ou les Etats-Unis ou le Japon. Démentez-moi si je me trompe. Le fait d'avoir un travail n'est-il pas actuellement un privilège dans l'Etat espagnol ? Et que pensez-vous des problèmes de salaires, de logements, d'éducation ? Ne s'agit-il pas de problèmes réels ici ? Et que dire de la justice avec les affaires de corruption en France, en Italie, au Japon, aux Etats-Unis ou ici même ? Le processus d'avilissement et de criminalisation de l'Etat est général. On s'éloigne toujours davantage de la définition classique de l'Etat (*cosa publica*) pour dériver vers sa conception mafieuse (*cosa nostra*).

UN INTELLECTUEL français affirmait récemment que le capitalisme d'aujourd'hui poussait à la création d'une nouvelle Internationale, celle de la pauvreté. C'est tout à fait exact. L'EZLN à sa façon appelle à la création d'une nouvelle Internationale, certes sans structure propre, sans partis guides ni big brothers, la création d'une Internationale de l'espoir. Celle des citoyens de ce monde qui n'acceptent pas la perversion que la dictature de l'argent impose pour assurer son pouvoir et sa pérennité. Cette Internationale de l'espoir compte déjà de nombreux adhérents et c'est à eux que revient d'organiser une consultation mondiale. On ne pourrait pas confier cette tâche à des mains plus sûres.

LA RÉVOLUTION MEXICAINE de 1910-1917, celle d'Emiliano Zapata, a ouvert la voie à toutes les explosions révolutionnaires du XX^e siècle. La révolution de l'EZLN est prémonitoire des révolutions du XXI^e siècle. Le Mexique est un pays qui sent la poudre. Son histoire est chargée de hauts faits plébéiens et radicaux. Ce peuple a non seulement conduit des révolutions mais en a soutenu d'autres. C'est ainsi que nous avons soutenu la République espagnole, que nous avons donné asile à Trotsky, soutenu l'Éthiopie contre l'Italie, soutenu Cuba, le Vietnam, le Nicaragua, le Salvador, le Chili, etc. Aujourd'hui, le Mexique s'adresse à vous pour vous demander non seulement votre appui, mais votre engagement personnel, nous voulons votre opinion et votre volonté.

Nous vous le demandons à vous, citoyens libres, pas à vos gouvernements ni à leurs agences financières. Nous vous le demandons parce que, tout comme les Indiens du Chiapas, vous savez ce qu'est la dignité. Je voudrais termi-

ner en disant que lors d'une des rencontres de San Andrés Sacamch'en, les représentants du gouvernement ont réclamé aux représentants de l'EZLN une entrevue officielle. Ils voulaient simplement se rassurer. Ils leur ont demandé : « C'est quoi la dignité ? » Les membres de l'EZLN ont apprécié la question. Elle mettait à nu les représentants du gouvernement, elle révélait leur véritable dimension.

Le mot dignité est inconnu des puissants de ce monde, c'est quelque chose d'étranger à leur conception de l'action politique. Et je crois qu'on peut dire sans risque de se tromper que c'est aussi un concept étranger aux partis traditionnels, de droite comme de gauche.

LA RÉVOLUTION ZAPATISTE est avant tout le cri puissant qui s'élève du plus profond de nos communautés dans leur lutte pour la dignité. C'est le seul cri possible contre ceux qui règnent sur le monde. C'est, pour paraphraser Walter Benjamin, l'ange de l'histoire qui étend ses ailes pour relever les morts et réveiller les endormis. C'est le cri de ces hommes chauve-souris dont nous parlent les textes mayas, qui veulent sortir de la nuit et gagner la lumière. C'est une fois encore le cri de la terre qui depuis toujours fait trembler mon pays.

Merci.



ERRATUM

Chères lectrices, Chers lecteurs

Nous avons omis de signaler dans le dernier numéro d'*Inprecor* que les documents présentés dans le cadre du dossier sur le Forum de São Paulo n'en sont que des extraits choisis par la rédaction.

Mobilisation populaire pour la paix et la démocratie

Convoquée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), la Consultation nationale pour la paix et la démocratie qui a eu lieu le 27 août au Mexique a été un remarquable succès. Ce succès sera amplifié lorsque seront connus les résultats de la consultation internationale qui devra s'achever le 13 septembre.

Inédite dans l'histoire du Mexique, cette consultation constitue un événement dont on parlera longtemps. Il suffit de signaler que c'est la première fois que le peuple était appelé à s'exprimer sans la mainmise de l'appareil d'État mexicain, omniprésent et corrompu. De larges secteurs de la population (plus de 1 200 000 personnes selon les chiffres provisoires) ont confirmé que les zapatistes ne sont pas isolés ; mais, ce qui est plus important, ils ont envoyé un message clair et précis au gouvernement mexicain, qu'on pourrait résumer comme suit : « Nous voulons la démocratie et nous ne resterons pas passifs en l'attendant. »

Quand, à la mi-juin, l'EZLN a fait connaître son initiative, nous avons été quelques-uns à douter de son bien fondé (étant donné qu'elle était proposée aussi au niveau international). Il est évident que la direction zapatiste avait raison, car comme le sous-commandant Marcos l'a rappelé récemment, au moins trois des six questions posées dans la consultation avaient une dimension internationale ; chaque personne qui aspire à vivre dans la dignité ne pouvait que se sentir concernée par elles.

La consultation, dont la préparation et la réalisation n'ont duré que deux mois, a vu naître le début d'un processus d'auto-organisation au sein d'une population dépossédée de toute initiative par le gouvernement du PRI et aussi par les partis politiques (tant de droite que de gauche). C'est là peut-être le résultat le plus important de cet événement.

Evidemment, le fait qu'une large couche de la population, malgré son mécontentement face à la situation de crise dans le pays, soit restée en marge de la consultation doit conduire à redoubler d'efforts pour l'intégrer dans la bloc démocratique populaire en train d'émerger dans le pays, non sans d'énormes difficultés.

Les premières conséquences de ce succès vont se faire sentir quand les négociations entre le gouvernement et les zapatistes reprendront le 5 septembre, à San Andrés de las Pobres, au Chiapas.

Le prochain numéro d'*Inprecor* reviendra sur le bilan plus détaillé des ces événements.

30 août 1995
Braulio MORO

Ernest MANDEL
1923-1995

ERNEST MANDEL, NOTRE CAMARADE

COMME LA PLUPART de nos lectrices et lecteurs le savent déjà, Ernest Mandel s'est éteint le 20 juillet 1995. Il était normal que notre publication, dont il a été le principal fondateur, et certainement le collaborateur le plus prestigieux, lui consacre le dossier central de ce numéro.

Nous l'avons conçu comme une introduction, certes modeste et partielle, à la vie et l'œuvre du grand penseur révolutionnaire, aujourd'hui disparu, dont nous publions la dernière interview. Deux de nos camarades et collaborateurs réguliers se sont chargés de présenter, en quelques pages, un premier aperçu de sa biographie extraordinaire et de l'héritage littéraire considérable qu'il nous a laissé.

Nous avons également choisi de livrer à nos lectrices et lecteurs, quelques-uns des nombreux articles consacrés au décès d'Ernest Mandel par la grande presse internationale. Nous avons sélectionné des articles parus dans le Frankfurter Rundschau et le Süddeutsche Zeitung (Allemagne), Le Soir (Belgique), Le Monde (France), The Guardian (Grande-Bretagne), El País (État espagnol) et La Jornada (Mexique). Il nous était impossible, bien sûr, de publier l'ensemble des articles d'une liste, qui comprend encore The Times et The Independent, Der Spiegel et Die Tageszeitung, et tant d'autres journaux de toutes les régions du monde, certains de réputation internationale, comme ceux qui sont ici cités, d'autres de réputation plus étroitement nationale. Ils témoignent tous cependant de la notoriété considérable de notre camarade, qui dépassait largement la sphère des mouvements ouvrier et révolutionnaire à laquelle il n'a jamais, pourtant, caché son appartenance.

De cette sphère-ci, les témoignages de sympathie nous sont parvenus, trop nombreux pour que nous puissions tous les citer ici. Nous avons été touchés par les articles élogieux consacrés à notre camarade par L'Unità, organe de l'ex-PCI, aujourd'hui PDS italien, Liberazione du PRC d'Italie, et Neues Deutschland du PDS allemand. De même que par les messages et marques de sympathie du PT du Brésil, le FPLP de Cisjordanie occupée, le BSP de Turquie, le MPP d'Uruguay, le MST-UIT et le MAS d'Argentine, Lutte ouvrière de France, le SWP et Militant Labour de Grande-Bretagne. A tous ceux-là et aux nombreux autres non cités ici, dont tous les camarades et partenaires avec lesquels nous travaillons étroitement et qui ressentent la même douleur que nous pour la perte d'Ernest, nous adressons nos chaleureux remerciements.



Ernest MANDEL
1923-1995

Ernest MANDEL

1923-1995

Avec le décès d'Ernest Mandel, le 20 juillet 1995 à Bruxelles, disparaît le principal dirigeant de la Quatrième Internationale (QI), dans l'après-guerre, et un théoricien marxiste d'une grande créativité. Educateur hors pair, orateur de masse et propagandiste infatigable, théoricien d'envergure, Ernest

Mandel s'est toujours défini comme un militant révolutionnaire du mouvement ouvrier. Son aspiration profonde fut celle de construire et de diriger — dans la lignée de Lénine et de Trotsky — une organisation, la QI, à la hauteur des tâches politiques et organisationnelles de la révolution socialiste mondiale.

*Par François Vercammen
Bruxelles, juillet 1995*

ERNEST MANDEL est né, de parents juifs allemands, en avril 1923, année qui clôt par une irrévocable défaite la période révolutionnaire allemande, inaugurée à la fin de la Première Guerre mondiale. A ce moment, ses parents vivaient déjà à Anvers (Belgique). Mais pour sa naissance, sa mère avait préféré Francfort qui lui était plus familière. Crise économique, montée du fascisme, menace de guerre, misère des quartiers populaires ont poussé le jeune Ernest à choisir très tôt son camp — celui de la classe ouvrière et des opprimé(e)s. Il y fut aidé par la tradition familiale, communiste, révolutionnaire, anti-fasciste et anti-stalinienne. Son père, Henri, opposant à la guerre de 1914, avait quitté l'Allemagne pour la Hollande. A la chute du Kaiser, en novembre 1918, il regagna l'Allemagne. Il travailla à Berlin, comme journaliste à l'agence de presse soviétique que les bolcheviks venaient de créer. Membre du Parti communiste allemand, il se lia d'amitié à Karl Radek, émissaire de Lénine et de Trotsky au service de la révolution allemande. Affligé par l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, en janvier 1919, il partit pour la Belgique. L'actualité, mar-

quée par le nazisme et le stalinisme, captivait le jeune Ernest. Son père éclairait pour lui les événements du jour, tout en l'initiant à la forte tradition marxiste du mouvement ouvrier allemand.

ANVERS, dans les années 30, était une ville turbulente, agitée par les luttes sociales et par le combat politique entre sociaux-démocrates, stalinien et trotskystes, au sein d'un mouvement ouvrier actif et vivant. Ernest y fréquentait les travailleurs d'avant-garde, dirigeants de masse et souvent autodidactes, membres du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), la section belge de la QI (l'ancêtre du POS-SAP). C'est là que résidait aussi le noyau central de la section allemande de la QI en exil, un microcosme fiévreux et internationaliste : discussions acharnées, confection du journal destiné aux travailleurs allemands, organisation des liens avec les camarades luttant dans la clandestinité sous Hitler, contacts épistolaires avec Trotsky... C'est là que naquit le lien, désormais indissoluble, d'Ernest avec le prolétariat allemand, sa foi en la perspective de la révolution socialiste en Allemagne, son « dialogue » jamais interrom-

pu avec Marx et Rosa. Son « fol espoir » d'un renouveau socialiste en RDA, lorsque la bureaucratie stalinienne bascula en 1989-1990, sa conviction, en 1944-1945, que l'heure de la classe ouvrière allemande avait de nouveau sonné, comme en 1918-23, se situent dans cette continuité. Mais aussi sa témérité, dans les moments les plus sombres, pendant la guerre, lorsqu'il distribuait des tracts aux soldats allemands en Belgique occupée. Ou encore lorsque, à la suite d'une première arrestation, il réussit à convaincre politiquement ses gardiens allemands, qui s'avérèrent être d'ex-membres des PS et PC interdits ; ou encore en avril 1945, quand sa conviction internationaliste et révolutionnaire lui permit de surmonter mille obstacles, afin de rejoindre le plus vite possible ses camarades du Parti en Belgique.

LA RACINE PROFONDE de son optimisme proverbial et de sa chaleur humaine se trouve là, dans les épreuves existentielles de l'adolescent déjà militant. Pas dans une croyance naïve en la bonté de l'âme humaine, ni dans la lecture des philosophes des Lumières, ou dans une inter-

prétation fataliste du marxisme. L'expérience lui avait enseigné, précocement, que les humains, faibles et forts, courageux et lâches, abattus et révoltés, sont aussi prêts à se battre sous les dures conditions sociales du capitalisme, et peuvent acquérir ainsi une conscience politique. Et que les plus motivés et les mieux organisés peuvent « faire des miracles », s'ils réussissent à se lier à la classe ouvrière et à la jeunesse, et à bâtir un parti révolutionnaire à la hauteur de la tâche.

RÉSISTANCE ET CAMPS NAZIS

En 1939, Ernest devient militant du PSR. Celui-ci avait réussi à sortir de sa marginalité, à la faveur des grèves générales, sectorielles et interprofessionnelles, des années 1932-36, et s'était implanté parmi les mineurs, les métallos et les dockers. Mais il avait subi le contrecoup de la défaite ouvrière de 1938 et sera fortement frappé par la répression en mai 1940 et juin 1941. Contrairement à un mensonge longtemps entretenu par les staliniens de tout poil, le mouvement trotskyste belge participa activement, et dès le départ, à la lutte contre l'occupation du pays par l'armée hitlérienne. Il paya, pour cela, le prix fort : beaucoup de ses dirigeants et cadres périrent dans les camps nazis en Allemagne. Ernest lui-même fut trois fois arrêté : une première fois, lors d'une distribution de tracts aux soldats allemands (il fut enfermé à St Gilles, près de Bruxelles, d'où il devait être déporté à Auschwitz, mais réussit à s'échapper) ; une seconde fois, en mars 1944, après une

distribution de tracts aux usines Cockerill, à Liège (il fut condamné aux travaux forcés et transféré en Allemagne dans un camp de travail, dont il parvint à s'échapper de nouveau) ; puis une troisième fois, pour être encore interné dans un autre camp de travail, d'où il fut libéré, en avril 1945. Il dut la vie sauve au fait qu'il ne fut pas identifié comme « Juif », grâce à la confusion bureaucratique croissante qui frappait le système concentrationnaire du régime hitlérien aux abois.

Le PSR, décapité au début de la guerre, fut réorganisé par la figure emblématique que fut Abraham Léon. Ce jeune dirigeant, né en 1918, remit sur pied le parti : création d'un appareil clandestin, rétablissement des liens avec les cellules et les régions, publication de *La Voie de Lénine*, diffusion des premiers tracts. Il orienta la section belge vers la lutte contre l'occupation nazie, sur deux fronts : un travail politique en direction des soldats allemands (en collaboration avec les camarades allemands de l'IKD, dont Monat-Widelin, responsable de ce travail en Belgique, puis en France), et une résistance antifasciste de masse, résolument internationaliste, dont la classe ouvrière devait constituer l'épine dorsale. La perspective — celle de toute l'Internationale — était d'œuvrer à la transformation de la guerre en révolution socialiste sur le continent européen, comme en 1914-18.

AVEC ABRAHAM LÉON

Dès juillet 1941, Ernest rejoignait le Comité central du PCR (ex-PSR). En

Ernest MANDEL
1923-1995



novembre 1943, il participa, pour la première fois, à la réunion du Secrétariat provisoire européen nouvellement constitué, puis à la première Conférence européenne de la QI, en février 1944. A partir de ce moment, construire un parti révolutionnaire en Belgique et contribuer à la construction de l'Internationale furent les deux piliers de son activité militante. Jusqu'à la fin de sa vie, il maintiendra cette présence simultanée dans les directions belge et internationale, même si son activité internationale prit nettement le dessus à partir du milieu des années 60.

D'emblée, avec Abraham Léon, Ernest soumit à la direction de l'Internationale les résolutions adoptées par la section belge sur les problèmes de l'heure : *Les tâches de la QI en Europe* (février 1942), une résolution sur « la question nationale » (portant sur les conséquences politiques de la domination allemande sur les Etats impérialistes européens) et un projet de résolution (fin 1943), manifestement élaboré par Léon et Mandel, comme contribution au débat sur « la liquidation révolutionnaire de la guerre impérialiste ». Avec la participation de Michel Pablo, dont le rôle allait s'affirmer tout au long des années 40 et 50, le secteur européen de la direction de l'Internationale était ainsi en voie de reconstitution. Il fut, une fois encore, brutalement frappé par les arrestations d'Abraham Léon et du dirigeant français Marcel Hic (qui ne rentreront plus des camps), ainsi que celle d'Ernest Mandel.

Trois courtes années ont suffi à Abraham Léon pour transmettre à ses compagnons de lutte, dont son ami Ernest en



Mandel (à gauche) et son frère Michel dans les années 40.



premier lieu, sa vision large de la société et du mouvement ouvrier, sa trempe militante et son optimisme révolutionnaire. « *Derrière chaque raison pour désespérer, il faut découvrir une raison d'espoir* » : c'est ainsi qu'Ernest lui rendra hommage, en reprenant ce « credo » dans sa préface à la première édition de *La Conception matérialiste de la question juive*, que Léon avait rédigé en 1942.

LE MOUVEMENT OUVRIER BELGE

L'engagement personnel d'Ernest Mandel dans le mouvement ouvrier belge, du début de sa vie militante jusqu'en 1965, a constitué une expérience extrêmement féconde. Elle a apporté quelques-unes de ses principales hypothèses politiques, façonné un certain comportement militant sur le terrain, forgé sa remarquable capacité de généralisation théorique, rarement abstraite, combinée avec une pédagogie jamais pédante.

DES 1943-1944, il avait développé pour la première fois, avec Abraham Léon et sous son influence, une analyse refusant l'explication simpliste selon laquelle la trahison des directions réformistes est la cause du retard dans l'émergence d'une situation révolutionnaire en Europe. Ce qu'il cherchait à expliquer, c'était plutôt pourquoi les staliniens et les sociaux-démocrates renforçaient leur emprise, politique et organisationnelle, sur une classe ouvrière qui passait à l'offensive, en Italie et en France. En l'abordant par

« la crise d'ensemble du mouvement ouvrier » et en désignant l'interaction entre le rôle des directions réformistes, la force de l'activité ouvrière et la faiblesse de la conscience de classe, il dégagait une interprétation dialectique qu'il ne cessera d'affiner tout au long de sa vie. En 1943, l'intervention du PCR dans les insolentes grèves de masse de 1941-1942 dans la métallurgie liégeoise et anversoise, et dans les mines de Charleroi, ainsi que la participation directe de Mandel et Léon aux réunions clandestines des « comités de lutte syndicaux », nouveau mouvement ouvrier en rupture avec le réformisme, anticapitaliste bien qu'idéologiquement confus, débouchera sur l'article signé E. R. (=E. M.) : « *La crise mondiale du mouvement ouvrier et le rôle de la QI* » (1).

AU DÉBUT les années 50, la QI, isolée et marginalisée, fit le tournant vers « l'entrisme », c'est-à-dire la participation comme courant révolutionnaire autonome au sein des partis réformistes de masse. En Belgique, la leçon de la Résistance et de la grève générale de 1950 avait porté : c'est en se liant au courant syndical radicalisé d'André Renard, et en répercutant son influence au sein du Parti socialiste belge (PSB, social-démocrate), que le terrain sera balisé pour une large tendance de gauche, tremplin vers un parti marxiste-révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière.

Ernest milita dans le PSB, et devint journaliste au quotidien du parti *Le Peuple* (1954-1956). André Renard, militant d'origine anarcho-syndicaliste, dirigeant de la Résistance, devenu secrétaire général adjoint de la Fédération générale des travailleurs belges (FGTB), et « idole » d'une puissante gauche syndicale, le remarquera et l'engagera dans la Commission d'étude de la FGTB et comme journaliste à *La Wallonie*, le quotidien du syndicat des métallos. Objectif : dévoiler la puissance, les mécanismes économiques et les véritables objectifs des grands groupes capitalistes. Ernest prendra ainsi une part déterminante à la rédaction d'un des documents programmatiques historiques du mouvement ouvrier belge, *Holdings et démocratie économique*, suivi d'un programme de réformes de structure (malgré ses ambiguïtés, une ébauche de programme d'action en vue d'une grève générale).

En participant à la popularisation de ce programme, dans l'équipe de Renard, Ernest se familiarisa avec le mouvement syndical de haut en bas, avec sa force et ses faiblesses, sa routine quotidienne et ses combats, dont surtout la formidable

grève générale de l'hiver 1960-1961. Il y côtoya des centaines de délégués et de militants syndicaux, la crème de l'avant-garde ouvrière de l'époque, et vit de près les conditions du travail exploité dans les entreprises. Parallèlement, il réussit à impulser la publication de deux hebdomadaires, *La Gauche* (dont il fut le rédacteur en chef) et son homonyme pour la Flandre, *Links*, qui ralliaient au sein du PSB, à partir des années 1956-57, un courant de gauche large, pluraliste, formé de syndicalistes et d'intellectuels. Programmatiquement hétérogène, ce courant réussit à se consolider à travers une série de batailles politiques et sociales, contre la droite réformiste.

Ce fut une réussite remarquable : les marxistes-révolutionnaires firent la démonstration que, même peu nombreux, ils pouvaient prendre l'initiative politique sur une large échelle, et se situer au cœur de la vie politique du mouvement ouvrier. La leçon ne sera pas perdue : Ernest ne cessera d'expliquer aux camarades de la section belge et de l'Internationale la validité de cette démarche. La grève de 1960-61 et ses lendemains furent l'apogée de cette gauche anticapitaliste large qui, expulsée du PSB en 1964-1965, allait éclater, par étapes, en différents courants, et échouer dans sa tentative de former un nouveau Parti socialiste de gauche à caractère de masse.

L'EUROPE ET LA RÉVOLUTION

Approfondissant sa réflexion, puisant aux grands débats du mouvement ouvrier du XX^e siècle, travaillant en même temps à son *Traité d'économie marxiste* (publié en 1962), Ernest progressait dans l'élaboration d'un schéma stratégique pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes développés d'Europe. L'interrogation, née pendant la guerre, revenait en force : comment expliquer, afin de la battre en brèche, cette domination réformiste persistante sur la classe ? Son analyse portera sur les deux bouts de la chaîne : quelles contradictions objectives du système capitaliste pourraient déboucher sur une situation révolutionnaire — en dehors d'une nouvelle guerre mondiale, qui serait nucléaire et dévastatrice ? D'autre part, sur le plan subjectif, comment la classe ouvrière parviendra-t-elle, dans un contexte de prospérité économique, à une conscience anticapitaliste révolutionnaire, et comment les marxistes-révolutionnaires pourraient-ils prendre la direction du combat de la classe et construire leur parti ?

Dans l'analyse de ce qu'il appellera

1) Publié dans *Quatrième Internationale*, janvier 1944.

d'abord « néocapitalisme », puis « capitalisme tardif », Mandel dévoilera les forces motrices du capitalisme contemporain et leur impact sur les rapports sociaux et la lutte de classes. Il essayera, d'autre part, d'approfondir ses conclusions programmatiques et stratégiques, en dialogue avec la gauche des PS et des PC (notamment en Italie) qui s'affirme à l'échelle européenne. « La Belgique entre néocapitalisme et socialisme » est simultanément publié dans *La Gauche* et dans *Partisans* (Paris, octobre-décembre 1963), suivi de « Une stratégie socialiste pour l'Europe occidentale » dans la *Revue internationale du socialisme* (mai-juin 1965), dirigée par Lelio Basso. La montée révolutionnaire de 1968-1974, en Europe du Sud, permettra de vérifier ces hypothèses. Mais en inaugurant une nouvelle période politique, elle obligera à prendre en compte les modifications substantielles intervenues dans la société et le mouvement social en Europe capitaliste.

Toutes ces questions stratégiques, longtemps l'apanage des cercles militants restreints, ce seront désormais des centaines de milliers de militants qui en débattront à l'échelle internationale.

LES ANNÉES 1962-1964

A partir du milieu des années 60, Ernest Mandel déplaça, de plus en plus, ses activités publiques vers l'arène internationale. Ce qui était d'abord une tentative modeste d'aller à la rencontre de la nouvelle radicalisation jeune, qui pointait le nez, deviendra un formidable effort pour hisser la QI à la hauteur de sa vocation historique : participer à la constitution d'une nouvelle direction socialiste révolutionnaire du prolétariat mondial. C'est l'époque où Ernest rencontra sa première épouse, Gisela Scholtz, militante du SDS allemand et future membre de la direction belge et internationale, morte prématurément en 1982.

Rétrospectivement, on s'aperçoit que les années 1962-64 ont constitué un tournant capital, où se sont comprimées, en un moment unificateur, trois évolutions lentes et cumulatives, devenues déterminantes de la situation objective de l'Internationale et de la vie militante d'Ernest.

De la situation mondiale, d'abord. Des fissures apparaissent, enfin, dans la chape de plomb, imposée par les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale — l'impérialisme américain et la bureaucratie stalinienne — aux mouvements émancipateurs des peuples et de la classe ouvrière : victoire de la révolution cubaine (1959), défaite de l'impérialisme français en Algérie (1962), révoltes ouvrières à Berlin-Est (1953), en Pologne et Hon-

grie (1956), conflit sino-soviétique, éclatement de la bureaucratie stalinienne mondiale, fin du monolithisme au sein des PC, reprise balbutiante du mouvement gréviste dans les pays impérialistes. Un espace s'ouvrait, le débat politique s'imposait.

UNE LUEUR D'ESPOIR perceait à travers ces fissures : des éléments épars d'une « nouvelle avant-garde large » s'affirmaient, en rupture politique et parfois organisationnelle avec les directions réformistes traditionnelles.

La direction de la QI était très sensible à ces développements. L'optimisme révolutionnaire — souvent décrié, voire ridiculisé, au sein d'une gauche désabusée — peut être (malgré certains écarts inévitables) un puissant vecteur pour l'analyse. Ce fut le cas, en l'occurrence. Le VII^e Congrès mondial (1963) saisit pleinement « la dialectique actuelle de la révolution mondiale » (titre de la résolution centrale).

Cinq ans plus tard, ce sera « 1968 », de façon tout à fait inattendue, avec la remontée spectaculaire et simultanée de la révolution mondiale dans ses trois secteurs (néo-colonial, stalino-bureaucratique, impérialiste). Cette remarquable sensibilité politique ne relevait nullement d'une quelconque capacité prophétique. Elle fut le résultat d'une direction plus nombreuse et collective. Cette conception internationaliste, globalisante, était directement liée à l'activité de l'Internationale, ses sections et ses militants. Malgré sa marginalité politique héritée de la « traversée du désert » depuis 1938, la QI avait su s'accrocher à des luttes radicales et à des expériences révolutionnaires d'une grande richesse politique et d'une exemplarité symbolique, se situant, elles aussi, à l'écart du courant dominant.

Organiser, en 1950, une brigade de travail en Yougoslavie (que Staline cherchait à étouffer) et se saisir de l'autogestion comme levier d'un renouveau socialiste ; se faire « porteurs de valise » du FLN algérien afin qu'il puisse vaincre l'impérialisme français et, ensuite, tenter de mettre la révolution algérienne sur la voie d'une transcendance socialiste ; reconnaître, dès 1960, la portée socialiste de la révolution cubaine et s'identifier, sans préjugé, à la direction de Fidel et du Che, puis soutenir, dans la foulée, les guérillas en Amérique latine : la QI était certes petite et minoritaire à l'époque, mais n'agissait pas comme une secte, préoccupée avant tout par l'auto-préservation et l'auto-proclamation.

Ernest Mandel était étroitement mêlé à ces processus. Lui-même produit de



cette évolution de la QI, il a mûri au sein d'une direction dont la riche dialectique interne l'a familiarisé avec tous les grands problèmes de ce siècle. De plus, en 1963, cet acquis intellectuel était déjà socialement trempé dans un quart de siècle de militantisme, au sein d'un mouvement ouvrier de masse en Belgique.

LE DIRIGEANT DE L'INTERNATIONALE

La période qui va de 1965 aux années 80 a certainement constitué l'apogée de la puissance intellectuelle créatrice et de l'influence politique d'Ernest Mandel, à l'échelle mondiale, sur l'avant-garde révolutionnaire et sur l'intelligentsia de gauche. Cela est évidemment lié au tournant de la situation mondiale et à l'essor numérique et politique de la QI elle-même. Partout, les sections de la QI se sont saisies des occasions de lutte et se sont placées dans la nouvelle perspective de révolution socialiste mondiale. C'était aussi l'époque où les frontières se fermaient devant Mandel : interdit de visa par les gouvernements staliniens, il le fut également de la part des gouvernements des États-Unis, de France, d'Allemagne, de Suisse, d'Espagne (sous Franco), d'Australie...

La plus grande joie d'Ernest a certainement été d'avoir pu agir, avec une équipe renouvelée et renforcée par la jeune génération de révolutionnaires, en totale harmonie avec son organisation. Tailler, pour la QI, un espace politique allant largement au-delà de sa surface organisationnelle immédiate, pointer vers la vaste



perspective historique comme horizon des luttes immédiates, bâtir un solide sous-bassement politique pour ce militantisme décuplé, insuffler à notre mouvement une forte confiance en soi — cette contribution d'Ernest Mandel est gravée dans l'histoire de la QI. Il faudra du recul et beaucoup d'investigation pour en rendre compte pleinement, dans sa globalité et ses multiples aspects concrets.

A PARTIR DE 1968, la renommée d'Ernest dépassera largement les cercles militants. Il sera présent aux quatre coins de la planète, pour des meetings de masse, des réunions de formation, des séminaires de travail, des cours universitaires. Il doit y avoir des milliers de « cassettes-pirates », disséminées dans les bibliothèques militantes, avec ses cours et discours, où sa pensée se développe au contact direct avec un public engagé, critique et enthousiaste.

Mais il y eut, aussi, une immense « face cachée » de cette activité débordante, peu ou pas connue du grand public. Ernest fut un organisateur de la QI, comme de la section belge, concerné par tous les aspects du travail militant, y compris les plus fastidieux (traduction, mise en page, campagnes financières, mise en place de réseaux sympathisants, infrastructure matérielle...). Entré au Secrétariat international en 1946, il se dépensa, dans un monde en ruines, pour reconstruire des sections en Europe, à côté de la sienne propre, notamment dans les pays clés, tels que l'Italie et l'Allemagne. Il partit en Asie, pour y reprendre contact avec les organisations de la QI en Inde, Indonésie et Sri Lanka (où le LSSP était en train de s'imposer comme parti majoritaire de la classe ouvrière). Il accordait une grande importance aux relations avec le SWP des États-Unis, un des piliers historiques du mouvement trotskyste. Au sein de la QI et du mouvement ouvrier en général, Ernest luttait toujours pour l'unité, contre tout sectarisme. Ce qui

cadrait bien avec sa préoccupation de l'unité de l'Internationale.

Il était de la brigade de travail en Yougoslavie, en 1950, et participa, par la suite, aux conférences de Korcula, où se côtoyaient des intellectuels socialistes des deux Europes. Il a pris part au travail de solidarité avec le FLN algérien (la Belgique était une importante base arrière pour le travail clandestin). L'invitation que lui adressa le Che pour participer à ses côtés, en 1962-63, au débat qui divisait la direction cubaine, sur l'orientation politico-économique de la construction du socialisme, le combla de bonheur.

APRES 1968, son « carnet » de conversations, consultations, discussions, personnelles avec des dirigeants révolutionnaires et anticapitalistes, ainsi que des intellectuels de gauche du monde entier (dont beaucoup venaient frapper à sa porte), ne cessera de s'amplifier. Il ne ratera aucune occasion pour rencontrer un(e) « émigré(e) » des pays de l'Est ou de l'URSS — planète interdite — pour recueillir des échos directs de ce qui se passait dans les profondeurs de ces sociétés.

Ses notes prises à l'occasion des conversations et des réunions internes, ses contributions aux débats au sein de la QI (publiés dans ses bulletins intérieurs), son immense correspondance politique, mais aussi ses articles dans les publications de l'Internationale, constituent une mine d'or.

Il ne cessait de cultiver des intérêts fort divers. Il se passionnait pour Spinoza, rêvait d'écrire un livre sur « la révolution permanente en Flandres/Hollande du XVI^e siècle », se préoccupait de la question éthique, se ressourçait dans Ernst Bloch qu'il tenait pour « le plus grand philosophe marxiste du XX^e siècle », et « s'encanaillait » par la lecture d'une masse de romans policiers, comme il le « confessa » dans le livre qu'il consacra à ce sujet.

Dans toute cette activité militante, trois problèmes fondamentaux de ce siècle ont constitué le centre de gravité d'une analyse qui n'a jamais lâché prise : la dynamique des contradictions de la société capitaliste, dans sa totalité ; l'activité de la classe ouvrière et le rôle du mouvement ouvrier sous le capitalisme avancé ; et le stalinisme. Conscient de l'exceptionnelle avancée que constituait l'analyse faite par Trotsky de ce dernier phénomène, parmi les plus déroutants du siècle, Ernest a puissamment contribué à sa mise à jour, à l'encontre de tous les dogmatismes des épigones du trotskysme

Ernest Mandel intervient lors d'un meeting à Turin en 1971

sur ce plan. Très tôt, il fut le rapporteur sur cette question aux congrès de la QI : c'est lui qui présenta, lors du V^e Congrès mondial, le précieux document, à la fois de bilan et de refondation « Montée, déclin et chute du stalinisme » (2). Il suivait pas à pas les tentatives de réforme bureaucratiques, en dévoilait le soubassement économique et social, et scrutait l'horizon de la révolution politique, d'abord en URSS, puis en RDA. Plus que jamais à la fin de sa vie, il considérait la clarté politique à propos de la « démocratie socialiste » comme une exigence absolument fondamentale pour (re)gagner les peuples, la classe ouvrière et la jeunesse à la perspective socialiste, après l'expérience désastreuse du « socialisme réellement existant » (3).

LE DERNIER COMBAT

La tournure des événements en RDA, dans le reste de l'Europe de l'Est, et en URSS, après l'écroulement des régimes staliniens, fut une immense déception, pour Ernest comme pour toute la gauche antistalinienne et réellement socialiste. Il n'admettait qu'avec une forte réticence intérieure, que le processus de restauration capitaliste avait franchi, dans ces pays, un seuil décisif. Indépendamment de tout pronostic, Ernest mobilisait cependant toute son énergie pour la dernière grande bataille militante de sa vie : sauver de la débâcle, le maximum d'acquis. Il mobilisait des moyens matériels et militants pour consolider des noyaux marxistes-révolutionnaires en ex-URSS et en ex-RDA, et se battait pour défendre « la légitimité de la révolution d'Octobre » (*Cahier de l'IIRE*), ainsi que le rôle et les idées de Trotsky face au monde ex-stalinien qui s'ouvrait à lui (participation en ex-URSS à des débats publics et médiatiques, et à une réunion avec les instances du PC ; un nouveau livre sur Trotsky, publié en ex-RDA, par la maison d'édition de l'ex-PC, ce dont il était très fier).

Son optimisme proverbial ne le rendait pas aveugle, pour autant, devant la tournure réactionnaire que prenait la situation mondiale. Il savait par expérience que la survie de l'Internationale, son esprit révolutionnaire et son intégrité organisationnelle dépendaient plus qu'auparavant de la conviction politique de ses cadres et militants. Ainsi, naquit *Socialisme ou barbarie*, manifeste programmatique de la QI à l'aube du XXI^e siècle. Au départ, il s'agissait, dans son esprit, de consolider les acquis politiques de l'Internationale, face au doute qui s'emparait de toute la gauche au niveau mondial. Mais très vite, Ernest comprit

que les bouleversements en cours n'afectaient pas seulement les rapports de force, mais aussi, et en profondeur, les structures sociales des sociétés, des États, des classes, des forces politiques, l'ambiance culturelle, ainsi que les consciences. Préparer la QI pour le siècle prochain impliquait, dès lors, une extension substantielle du programme marxiste-révolutionnaire, à l'encontre de tout sectarisme ou dogmatisme, ainsi qu'un profil politique résolument tourné vers l'avenir et les générations futures.

Ainsi, et malgré une première crise cardiaque en décembre 1993, Ernest Mandel continua à jouer son rôle au sein de l'Internationale. Il guettait, malgré tout, les possibilités d'un retournement de situation, notamment par une victoire de la gauche au Brésil. Mais parallèlement, il enregistrait la déchéance morale et politique des directions réformistes traditionnelles et le déclin du mouvement ouvrier « classique », et ne cessait de s'indigner de la barbarie du capitalisme, en s'interrogeant sur la survie du genre humain...

S'il continuait à travailler avec acharnement, malgré le déclin de sa santé, c'était « pour l'Internationale, le sens de ma vie », comme il l'a écrit dans son testament. Il trouvait réconfort auprès d'Anne, son épouse, avec qui il a partagé les dernières treize années de sa vie.

ERNEST MANDEL nous a quittés. Nous pleurons sa disparition, mais c'est vers le combat révolutionnaire que nous nous tournons. Sa vie a constitué un puissant appel à l'engagement au côté des exploités et des opprimés, et à la construction du parti et de l'Internationale socialistes révolutionnaires. Il nous lègue un fabuleux héritage politique, que nous engagerons — avec l'esprit critique qui s'impose — dans les luttes politiques et idéologiques à venir, celles qui accompagneront nécessairement la redéfinition d'une alternative programmatique et stratégique pour le socialisme.



Ernest MANDEL
1923-1995



2) Quatrième Internationale, décembre 1957.

3) Voir la résolution « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », adoptée par la QI en 1985, dont il fut l'inspirateur et le principal rédacteur.

Centre d'études Ernest Mandel

C'EST AVEC UN VIF REGRET que le Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour promouvoir le socialisme scientifique et démocratique (IIRF) déplore la mort de son président et fondateur, Ernest Mandel.

Nous avons perdu, en notre ami Ernest, le grand inspirateur et la force motrice d'un développement continu de la théorie et de la pratique émancipatrices.

L'IIRF, constitué en tant que centre d'études et de formation pour militants et militantes du mouvement ouvrier et des mouvements de libération, est devenu une institution unique en son genre. Au cours de ses treize années d'existence, plusieurs centaines de membres éminents d'une grande variété d'organisations de travailleurs, de femmes, de jeunes et d'autres combats émancipateurs, en provenance du monde entier, se sont réunis dans notre centre, pour des cours, des conférences et des séminaires.

Sous la présidence d'Ernest Mandel, l'IIRF a publié une série de *Cahiers d'études et de recherche* (CER), dans les langues anglaise, espagnole et française, dont plusieurs ont été traduits en diverses autres langues, telles que l'allemand, l'arabe, le hollandais, le japonais ou le portugais.

En outre, l'IIRF publie une série internationale de notes de recherche (*Working Papers*), dans le but de stimuler et d'approfondir la recherche sur les problèmes urgents et complexes du monde contemporain.

Ernest Mandel ne se contentait pas de contribuer activement par la publication de ses propres travaux. Il était aussi un interlocuteur permanent, hautement critique, mais toujours loyal et stimulant.

Il donna des centaines d'heures de cours, dans les locaux de notre école, sur une grande variété de sujets. Ces cours ont été enregistrés, et sont à la disposition de nos visiteurs.



Ernest Mandel dans les années 60.

Si vous souhaitez soutenir le projet de constitution du Centre de recherche Ernest Mandel, vous êtes priés d'envoyer vos contributions à notre compte bancaire central — IIRF, Caisse Privée Banque, Bruxelles, Belgique, compte n° 630-0113884-65, avec l'indication « Centre de recherche Ernest Mandel » — ou de faire parvenir vos chèques personnels, etc., payables à l'ordre de l'IIRF, à notre local d'Amsterdam — IIRF, Willemsparkweg 202, 1071 HW Amsterdam, Pays-Bas.

Afin de réduire les frais bancaires, qui peuvent être élevés, nous vous incitons à regrouper vos contributions. Toutes les donations feront l'objet d'un reçu, et seront mentionnées dans les rapports de l'IIRF.



Rutgers University, 1968 : congrès des universitaires socialistes aux Etats-Unis (Socialist Scholars Conference).

Dans la période historique actuelle, où il est plus que jamais nécessaire d'élaborer et de développer une nouvelle perspective émancipatrice, dans la meilleure tradition du socialisme humaniste et anti-dogmatique, l'IIRF a l'intention d'accroître ses efforts.

A CETTE FIN, le Conseil d'administration de l'IIRF a pris l'initiative de créer, dans les locaux de son école d'Amsterdam, un Centre d'études Ernest Mandel.

Le but de ce centre est de favoriser des études relatives à l'émancipation et à la libération de tous les peuples et groupes opprimés du monde entier. L'inspiration des études sera l'exemple de l'esprit ouvert, humaniste, démocratique et scientifique qu'Ernest Mandel manifestait dans ses propres et nombreux ouvrages.

Nous pensons que le seul hommage véritable que nous pouvons rendre à celui qui fut notre maître pendant de si nombreuses années, est de garantir la poursuite et l'intensification de cette grande tradition du marxisme vivant. Nous envisageons de promouvoir, en particulier, des études dans les domaines de l'économie, de l'histoire et des droits démocratiques.

Ernest MANDEL
1923-1995

Survol d'une œuvre considérable

Ernest Mandel appartenait à une espèce devenue fort rare en cette seconde moitié du XX^e siècle, celle des théoriciens du marxisme militant, capables de mener de pair une activité inlassable de dirigeant révolutionnaire et une œuvre intellectuelle qui, obéissant aux critères académiques de la recherche scientifique, force le respect des mandarins de l'Université.

Par Salah Jaber
Paris, juillet 1995

AUSSI LOIN des marxistes de chaire que des théoriciens professionnels des partis bureaucratiques, où un « département idéologique » spécialisé fait fonction à la fois de ministère de la propagande et de ministère des cultes, Ernest était de ceux/celles qui conçoivent l'activité théorique comme une partie intégrante de l'activité révolutionnaire — au sens où la théorie marxiste est un guide pour l'action, comme l'affirmait Engels, et où la « production théorique » est elle-même une dimension essentielle et inséparable du combat politique, et non une gymnastique spéculative.

Ernest Mandel était à tel point dévoué tout entier à ce combat, auquel il avait décidé de consacrer sa vie que, même lorsqu'il lui arriva de consacrer un petit ouvrage à un sujet aussi « trivial » en apparence que le roman noir, c'est à une dissection en règle de la société bourgeoise qu'il se livra (une dissection dont l'intérêt, d'ailleurs, n'a pas été suffisamment reconnu par les Tartuffes de la révolution qu'il dénonçait dans sa préface).

Rescapé, grâce à sa force de caractère et à sa force physique, des camps de concentration nazis, auxquels n'avaient pu

survivre les deux camarades de sa génération dont il admirait le plus les capacités intellectuelles, Marcel Hic et Abraham Léon, morts tous deux avant la trentaine, Ernest déployait au travail une ardeur alimentée par le sentiment d'une dette morale à leur égard. Cette volonté de survie qui l'avait sauvé de l'Holocauste, il la mit au service d'un mouvement qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avait tout l'air d'une espèce menacée d'extinction. Comme Trotsky en exil, il se lança dans un « travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage », redoublant d'effort lorsque, dans les années soixante, il put assister avec jubilation à la nouvelle radicalisation de la jeunesse et se fixa pour tâche de « munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération ».

EN UN DEMI-SIÈCLE de labeur ininterrompu, parvenant souvent, quand même, à écrire « dans la joie », comme il le nota dans la dédicace de l'un de ses ouvrages, Ernest Mandel a laissé une masse tout à fait impressionnante d'écrits, pouvant aisément remplir plusieurs dizaines de volumes. Il avait, il faut le

dire, une grande capacité d'écriture, celle d'un homme capable de rédiger des lettres, un article, une brochure ou de mettre au point tel chapitre de son dernier ouvrage, tout en participant attentivement et activement à une réunion politique. Mais la quantité ne s'est jamais faite, chez lui, au détriment de la qualité : que l'on adhère ou non à telle ou telle de ses thèses, un écrit politique ou théorique d'Ernest Mandel, fût-ce une simple lettre personnelle de discussion comme il en écrivait à profusion, est toujours un document riche et stimulant.

SON ÉRUDITION, d'un genre que la progression constante et cumulative du savoir imprimé rend de plus en plus hors de portée humaine, imprégnait d'ailleurs tout aussi bien son expression orale : il était de ceux/celles que l'on peut écouter pendant des heures, avec toujours le sentiment d'apprendre beaucoup et de découvrir de nouveaux horizons. Et Ernest n'était certainement pas homme à garder son savoir jalousement pour lui-même : non pas qu'il en fit étalage par pédanterie, loin de là, mais parce qu'il se faisait un devoir de transmettre ses connaissances,

Ernest MANDEL
1923-1995

comme de communiquer sa soif de connaître, ainsi que ses passions intellectuelles. Ces soucis ont marqué toute son œuvre.

Une bibliographie exhaustive des écrits d'Ernest Mandel — même en se limitant aux écrits imprimés, livres, brochures et articles, à l'exclusion de sa correspondance volumineuse — serait une entreprise à la mesure d'une thèse de doctorat. De cette œuvre immense, on ne prétend ici qu'évoquer les parties les plus saillantes, les jalons principaux, rédigés tour à tour en allemand, anglais ou français, les trois langues véhiculaires qu'Ernest maniait le mieux, outre le flamand, sa langue maternelle.

C'EST EN MAI 1960 qu'Ernest acheva, en français, son premier grand ouvrage, celui qui allait faire sa notoriété d'économiste marxiste au savoir encyclopédique, reconnu internationalement. L'ouvrage paraîtra en 1962 sous le titre quelque peu déroutant de *Traité d'économie marxiste* (devenu *Théorie économique marxiste* dans la plupart des traductions, fort nombreuses). Déroutant, car ce titre scolastique, à la manière des manuels d'inspiration stalinienne, cachait en fait un effort gigantesque (dix années de travail et cinquante pages de titres consultés) pour rendre vie à l'apport scientifique le plus important de Marx, fossilisé et dénaturé par les staliniens.

L'ambition d'Ernest, annoncée dans sa préface, était, « en partant des données empiriques des sciences contemporaines », de « reconstituer l'ensemble du système économique de Karl Marx » et de le « désoccidentaliser ». S'y ajoutait un effort de même nature appliqué à l'analyse trotskyste de l'Union soviétique, et à la problématique de la transition vers le socialisme. Cette première œuvre, rafraîchissante, se présentait (déjà !) comme « une invitation aux jeunes générations marxistes », objectif largement atteint au vu du formidable succès rencontré par le livre.

L'AUDACE THÉORIQUE du *Traité* était restée contenue, dès lors qu'il se fixait pour tâche principale la défense et l'illustration de l'héritage marxiste. Ce n'est qu'après l'avoir rédigé — et probablement insatisfait par l'analyse somme toute assez traditionnelle qu'il offrait de ce qu'il appelait encore « l'époque de déclin du capitalisme », au moment où la longue vague expansive capitaliste de l'après-guerre atteignait son apogée, en narguant l'ensemble des marxistes — qu'Ernest se pencha sur la théorie des

mouvements de longue durée du capitalisme et parvint à la conviction que ce mode de production était entré, depuis la Seconde Guerre mondiale, dans une nouvelle et troisième phase historique (après les phases classique et impérialiste). Il décrivit les grandes lignes de ce qu'il désigna alors comme « *néo-capitalisme* », dans un article de 1964 publié en annexe des éditions ultérieures du *Traité*, ainsi que dans la plus connue de ses nombreuses brochures pédagogiques, son *Initiation à la théorie économique marxiste*, parue d'abord en français, la même année 1964.

Désireux de ne pas être classé comme simple illustrateur du marxisme, ou de se voir confiné dans la sphère de l'approche historico-empirique de l'économie par les théoriciens en vue du « marxisme occidental » ou para-stalinien, Ernest rédigea son ouvrage le plus « *philosophique* », paru en français, en 1967 : *La Formation de la pensée économique de Karl Marx*. Il y intervenait de plain-pied dans le débat très à la mode sur le rapport entre le jeune Marx et celui de la maturité (la période couverte par le livre s'arrête au seuil de la rédaction du *Capital*), tout en écrivant de fortes pages sur d'autres débats en vogue, tels que ceux du « *mode de production asiatique* », de la théorie de l'aliénation, et de son rapport à la « civilisation industrielle » (il n'a jamais approuvé la désignation « post-industrielle »). L'ouvrage sera complété, ultérieurement, par les introductions à la nouvelle édition anglaise des trois livres du *Capital*, parus successivement à Londres, en 1976, 1978 et 1981 (les trois introductions seront réunies en un volume, en castillan, sous le titre de *El Capital : Cien Años de Controversias en Torno a la Obra de Karl Marx*).

EN 1968, parut en allemand *Die EWG und die Konkurrenz Europa-Amerika* (titre français : *La Réponse socialiste au défi américain*). Jalon de la réflexion d'Ernest sur la troisième phase du capitalisme, l'ouvrage porte, comme son titre originel l'indique, sur les contradictions inter-impérialistes entre les Etats-Unis et l'Europe du Marché commun et leurs incidences monétaires, ainsi que sur les perspectives de l'intégration européenne. Bien qu'il fasse date aujourd'hui, il reste néanmoins intéressant par l'actualité des problèmes qu'il soulève, ainsi que par son pronostic perspicace sur la tendance au repli protectionniste des Etats européens, lors de la récession généralisée qu'il annonçait.

Au cours des premières années consécutives au grand chambardement de



1968, plusieurs textes théoriques importants d'Ernest, de la taille d'une brochure ou d'un long article, furent publiés en plusieurs langues. C'est notamment le cas de ses cours sur la bureaucratie (original en français), et de ses deux textes, sur le fascisme et sur la théorie léniniste de l'organisation (en allemand), ainsi que de nombreux écrits polémiques, souvent rédigés en anglais, notamment ceux du débat autour de la théorie du capitalisme d'Etat en URSS. En 1970, il publie une anthologie, avec une longue introduction, sur un thème cher au révolutionnaire, ex-militant syndical, qu'il était : *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion*.

EN 1972, parut enfin, en allemand, l'ouvrage d'Ernest Mandel sur la troisième phase du capitalisme, celui qu'il considérera comme son chef-d'œuvre et dont il sera, à juste titre, le plus fier : *Der Spätkapitalismus* (titre français : *Le Troisième âge du capitalisme* — l'édition anglaise, révisée et mise à jour, paraîtra en 1975 sous le titre de *Late Capitalism*). Ouvrage novateur à plusieurs égards — notamment par son actualisation et son affinement de la théorie des « *ondes longues* » (en l'associant à la baisse tendancielle du taux de profit), sa théorie des crises, ainsi que par son analyse de l'articulation entre troisième révolution technologique, tendance à l'innovation permanente et course aux armements, d'une part, et transformations structurelles du capitalisme, d'autre part, à la lumière des lois du développement capitaliste mises à nu par Marx —, *Der Spätkapitalismus* est surtout la première tentative sérieuse, et la seule jusqu'à présent, de



brosser un tableau synthétique du capitalisme contemporain, intégrant les différentes dimensions que l'auteur du *Capital* se proposait de couvrir, y compris des questions telles que les classes sociales, l'Etat et le marché mondial que Marx n'avait pas eu le temps de traiter.

L'ambition de l'ouvrage était donc considérable, surtout pour un seul homme. Qu'Ernest Mandel s'en soit tiré, en produisant une œuvre certes discutable — et comment ne le serait-elle pas, surtout si l'on tient compte de l'extrême complexité du monde contemporain et de la multitude des questions abordées ? — mais incontestablement respectable et respectée (les économistes bourgeois irrités préférèrent l'ignorer pour la plupart, plutôt que de se frotter à son auteur), montre bien quelle était l'envergure intellectuelle de cet homme aujourd'hui disparu, certainement l'esprit marxiste le plus fécond et le plus universel de son époque.

DANS LES ARTICLES rédigés en français pour *Inprecor* à partir de 1975, et réunis en volume sous le titre de *La Crise* à partir de 1978, Ernest cherchera à démontrer que la récession généralisée de 1974-1975 confirmait le retournement de l'onde longue qu'il avait prévu, qu'elle s'inscrivait donc dans une tendance dépressive à long terme, et surtout qu'elle était une conséquence inéluctable des contradictions inhérentes au capitalisme et de leur exacerbation cumulative sur la longue durée, et non un simple accident de parcours dû à des « facteurs exogènes » (la crise pétrolière, en particulier). L'évolution globale de l'économie capita-

liste mondiale, depuis lors, a largement validé ce diagnostic « mandélien », et suscité une attention mondiale croissante pour la théorie des « ondes longues » qu'Ernest, plus que quiconque, avait réhabilitée.

UNE CONSÉQUENCE relativement précoce fut qu'en 1978 l'auteur de *Late Capitalism* fut invité à donner un cycle de conférences sur les « ondes longues » dans le cadre des Alfred Marshall Lectures organisées annuellement à l'université de Cambridge. Une version augmentée et plus élaborée de ces conférences fut publiée en 1980, sous le titre de *Long Waves of Capitalist Development: The Marxist Interpretation*. Ernest y reprenait les thèses déjà exposées dans son opus magnum, cherchait à établir un lien entre ondes longues et « cycles de la lutte des classes », et récusait fortement, pour la première fois, l'idée d'un enchaînement cyclique des ondes longues. L'homme qui, pendant des années, avait pronostiqué la crise et le retournement à la baisse du long boom de l'après-guerre, faisait un pied de nez aux capitalistes, en refusant de faire la prédiction inverse, maintenant que la crise était là. Le retournement dans le sens de la baisse découle des contradictions inhérentes au système, expliquait-il, tandis qu'il n'y a aucun automatisme du retournement à la hausse, pour lequel l'intervention de facteurs exogènes est indispensable.

Sur un tout autre sujet, d'autres articles rédigés en français pour *Inprecor* furent repris et complétés par autant de chapitres inédits, pour former la matière de l'ouvrage d'Ernest, *Critique de l'euro-communisme*, paru en 1978, auquel

s'ajoutera une *Réponse à Louis Althusser et Jean Ellenstein* parue l'année suivante. En 1979 également, paraissait à Londres, sous le titre de *Revolutionary Marxism Today*, une série d'entretiens avec Ernest dans lesquels il exprimait ses jugements et pronostics sur un large éventail de questions historiques, théoriques et d'actualité politique. Laissant libre cours à sa pensée, le dirigeant de la Quatrième Internationale, s'exprimant en tant que tel, y apparaît avec ses points forts, mais aussi ses faiblesses, celles qui se manifestaient lorsqu'il péchait par excès d'optimisme ou d'esprit apologétique. En 1979, enfin, Ernest publiait, en anglais, son Trotsky : *a Study in the Dynamic of His Thought*, ouvrage essentiellement didactique consacré à la formation de la pensée du grand marxiste que Mandel vénérât et qu'il ne cessait de relire, pour chaque fois encore s'émerveiller de sa perspicacité.

Période de reflux des luttes, les premières années de la décennie 1980 furent l'occasion pour Ernest de rédiger et publier en anglais, en 1984, son ouvrage sur le roman noir, *Delightful Murder: A Social History of the Crime Story* (titre français : *Meurtres exquis*), où apparaît l'ébauche de l'ouvrage sur le rapport entre capitalisme et crime que la mort l'a empêché d'achever. Puis il acheva et publia en 1986, toujours en anglais, *The Meaning of the Second World War*, qui n'est pas seulement une interprétation marxiste de cette terrible mi-temps du siècle (qui façonna le jeune Ernest Mandel), mais aussi une farouche dénonciation de l'hypocrisie du capitalisme « à visage humain », et une réflexion pénétrante sur des problèmes clés de la conception matérialiste de l'histoire. Un résultat de son activité pédagogique à l'IIRF d'Amsterdam sera la paru-



Meeting du 1^{er} mai organisé par le Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la Quatrième Internationale).

tion en Cahier de l'Institut (CER), en 1986, de *La Place du marxisme dans l'histoire*, présentation didactique de la genèse historique et intellectuelle du marxisme.

EN 1986 également, Ernest engagea le fer avec Alec Nove, dans la *New Left Review*, sur la question du rapport plan-marché dans l'économie post-capitaliste, critiquant avec véhémence les thèses du « *socialisme de marché* », en défense du projet socialiste démocratique de la tradition marxiste révolutionnaire. Ce débat, version nouvelle de l'opposition irréductible entre le « *réalisme* » de la résignation réformiste et « *l'utopie* » de l'exigence révolutionnaire, se poursuivra jusqu'en 1988 (Nove, 1987 ; Mandel, 1988 ; Diane Elson, 1988). Il traduisait bien l'esprit de la période : ce furent les années de gloire du « *gorbatchevisme* », dont Ernest fut l'un des premiers à saisir quel tournant radical elles représentaient dans l'histoire de l'URSS, au moment où beaucoup avaient encore tendance à les banaliser.

IL EUT CEPENDANT le mérite de ne se faire aucune illusion sur les chances de succès de Mikhaïl Gorbatchev, contrairement aux très nombreux admirateurs de l'apprenti-sorcier de la réforme bureaucratique (Khrouchtchev, en son temps, avait suscité des espoirs identiques). Mais il eut aussi le tort, emporté par l'optimisme révolutionnaire qui le caractérisait, de sous-estimer les effets de décennies de dictature stalinienne sur la conscience de la classe ouvrière soviétique, et de surestimer sa volonté de résistance, ainsi que celle de la bureaucratie, à la dynamique restaurationniste capitaliste, surdéterminée par le contexte mondial. Ces mérites et ces torts transparaissent clairement à la lecture du livre qu'Ernest consacra à Gorbatchev et qui parut d'abord en français, en 1989, sous le titre de *Où va l'URSS de Gorbatchev ?*

Comme nous tous, il fut déçu par la tournure réactionnaire des événements à l'Est de l'Europe à partir de 1990. Il le fut peut-être plus intensément, à la mesure des espoirs qu'avait suscités en lui ce dégel, qui allait finir en débâcle. Il acheva tranquillement l'ouvrage théorique sur la bureaucratie qu'il ruminait depuis longtemps : ce fut *Power and Money*, paru à Londres en 1992. L'actualité poussa toutefois Ernest à assigner à ce livre une fonction certainement imprévue au départ : celle d'expliquer les racines de la dérive restaurationniste des bureaucraties soviétique et est-européennes, comme il le souligna dans son introduction, en critiquant, au passage, ses propres erreurs

passées de jugement. Ce fut également, pour lui, l'occasion d'une nouvelle plaidoirie en faveur du socialisme autogestionnaire pour lequel il s'était toujours battu.

PLAIDOIRIE SUIVIE, la même année, d'une autre, en défense de la révolution russe, contre ses détracteurs de plus en plus nombreux depuis la débâcle de l'URSS. Ce fut un nouveau Cahier de l'Institut d'Amsterdam, intitulé *Octobre 1917 : Coup d'Etat ou révolution sociale ?* Puis d'une troisième plaidoirie, à la demande des éditions du PDS allemand, en faveur de Trotsky cette fois-ci. Ce sera *Trotsky als Alternative*, dont le titre se fait l'écho du pavé du dissident de gauche est-allemand, Rudolf Bahro, qui avait fait grand bruit en 1977. Ernest y défend passionnément devant l'histoire, quoique de façon critique, le bilan de Léon Trotsky et de son combat, démontrant que ses contributions constituent la seule réponse cohérente du marxisme aux problèmes majeurs du XX^e siècle (à l'exception de la question écologique).

TRES AFFAIBLI par sa santé déclinante, et malgré l'infarctus auquel il survécut une première fois en décembre 1993, Ernest trouva l'énergie d'achever, en avril 1994, la préparation de la nouvelle édition, révisée et augmentée, de son livre sur les ondes longues. Elle parut à Londres, peu avant sa mort, enrichie de deux chapitres, dans lesquels Ernest passe en revue l'abondante littérature publiée sur le sujet depuis l'édition de 1980, revient longuement sur les débats soulevés par celle-ci et affirme sa conviction que les conditions du retournement à la hausse de l'onde longue dépressive du dernier quart de siècle ne sont toujours pas réunies.

Pour conclure ce survol rapide d'une œuvre immense (1), citons les dernières lignes d'un des plus beaux textes jamais écrits par Ernest : la préface, signée « E. Germain », à la première édition de l'extraordinaire ouvrage sur la question juive rédigé par Abraham Léon, à l'âge de vingt-quatre ans, deux ans avant sa mort à Auschwitz. Elles témoignent bien de ce que fut leur auteur et du sens de son existence :

« *Ceux qui apprendront l'histoire de sa vie se demanderont peut-être pourquoi un homme de qualités aussi remarquables mélangeait son destin à celui d'une petite organisation révolutionnaire... Ils se demanderont quand même pourquoi des Marcel Hic, des Widelin, des Abraham Léon, qui étaient parmi les plus doués de l'intelligentsia européenne,*

Ernest MANDEL
1923-1995



choisirent pour lutter un mouvement qui ne pouvait leur promettre ni succès facile, ni gloire, ni honneurs, ni même un minimum d'aisance matérielle, mais qui au contraire exigea d'eux tous les sacrifices y compris celui de leur vie, en un long et ingrat travail et souvent dans un isolement douloureux de ce prolétariat auquel ils voulurent tout donner. Et s'ils reconnaissent à ces jeunes révolutionnaires, à côté de leurs qualités intellectuelles, des qualités morales exceptionnelles, ils devraient se dire pourtant qu'un mouvement qui pouvait uniquement par la force de ses idées et la pureté de son idéal attirer ces hommes-là et amener ces dialecticiens rationalistes à des sommets mystérieux d'oubli de soi-même et d'esprit de dévouement, qu'un mouvement pareil ne pouvait mourir parce qu'en lui vit tout ce qu'il y a de plus noble dans l'homme. »



1) Pour ne pas trop allonger cet article, nous avons délibérément laissé de côté les nombreux recueils réunissant des articles écrits à des dates très diverses, et publiés par les soins d'Ernest ou avec son consentement, tels que *La Longue marche de la révolution* (1976), *De la Commune à Mai 68* (1978), *Revolutionäre Strategien im 20. Jahrhundert* (1978), *Les Etudiants, les intellectuels et la lutte des classes* (1979), *Karl Marx: Die Aktualität seines Werkes* (1984), etc. Nous avons également laissé de côté les très nombreux ouvrages collectifs auxquels Ernest a participé, ou ceux qu'il a lui-même dirigés, seul ou en collaboration, tels que *50 Years of World Revolution, 1917-1967* (1968), *Ricardo, Marx, Sraffa* (1984), *New Findings in Long-Wave Research* (1992), etc.

Ernest MANDEL
1923-1995

Dossier de presse

Comme Ernest Mandel, nous devons rêver et construire des utopies : trois analystes parlent du dirigeant trotskyste

La Jornada, Mexique, 23 juillet 1995

Par Angélica Abelleira

QUEL A ÉTÉ le rêve d'Ernest Mandel ?

Trois analystes parlent de l'un des dirigeants trotskystes les plus prestigieux, membre de la IV^e Internationale et auteur du *Traité d'économie marxiste*, du *Troisième Âge du capitalisme* et de *Meurtres exquis*, qui est mort jeudi dernier à Bruxelles à l'âge de 73 ans.

Ils s'accordent pour dire que Mandel n'a jamais renoncé à l'utopie, et plus encore au désir et à la volonté de construire l'utopie. Jusqu'à sa mort, il n'a cessé de faire face à la question : qui humanisera le monde où nous vivons ? Et il a constamment répondu : le prolétariat, la transformation socialiste révolutionnaire du capitalisme. Son rêve s'est toujours incarné dans la révolution, le changement de la société et le socialisme démocratique, le socialisme humain.

POUR LE CHERCHEUR Sergio de la Peña, l'apport de Mandel se situe dans le champ de la pensée politique, avec toute une gamme d'analyses et de propositions critiques concernant le capitalisme et le socialisme réel. En matière de théorie économique, sa pensée représente une élaboration créative, une réflexion sur « les problèmes qui nous préoccupent tous : la globalisation du capitalisme et les alter-

natives en tant que formulation d'un projet social supérieur qui mette fin aux conflits et aux préjugés que ce système féroce inflige à l'humanité ».

Quant au rêve de l'auteur de *Power and Money*, il précise : « Pour Mandel, le projet d'un socialisme humain gardait toute sa valeur comme alternative au socialisme réel et face au capitalisme. Il pensait possible une transformation profonde et radicale qui offre à tous une vie humaine, créative et riche. Il n'a jamais renoncé à l'utopie, et plus encore à la volonté de la construire. Sa passion pour l'utopie était la force principale qui animait son immense capacité de travail. Comme Mandel, nous devons être capables de rêver des utopies et être assez irresponsables pour essayer de les réaliser et souffrir de nouvelles défaites. De ces défaites on peut retirer quelque chose.

Le socialisme réel a laissé une leçon : son existence a obligé le monde à changer. On ne peut pas jeter tout cela à la poubelle, il faut en faire notre point de

départ. La première tentative socialiste dans le monde a duré 60 ans. Le capitalisme en compte 800. Nous avons du temps devant nous. »

POUR VICTOR FLORES OLEA, avec ce trotskyste disparaît « un type humain, intellectuel et révolutionnaire qui est malheureusement en voie d'extinction. Son image, sa légende même, se rapportent davantage à celle des militants révolutionnaires et des combattants des premières décennies de ce siècle qu'à celle des intellectuels de gauche de l'après-guerre ». Il précise qu'il faut y voir « un éloge et une admiration authentiques » de sa part, car quand bien même Mandel agissait dans le cadre des problèmes économiques et politiques de la deuxième moitié de ce siècle, « il conservait l'optimisme, une vision de l'histoire — et, bien sûr, une formation théorique — propres à ceux qui ont lutté à l'origine pour les principes du socialisme révolutionnaire ».

Le professeur universitaire rappelle une constante chez Mandel : la confiance dans la capacité du prolétariat, tant celui

La Jornada

Ernest MANDEL
1923-1995

de l'URSS que des pays capitalistes, à transformer dans le premier cas la dictature bureaucratique en un régime socialiste démocratique ; dans le second, à rendre possible l'avènement d'un régime de même nature dans le cadre de la socialisation qu'implique le capitalisme développé.

« Il est facile de constater, ajoute-t-il, qu'il s'est trompé dans les deux cas. Le régime socialiste a disparu en URSS, il ne s'est pas transformé, et les réserves du prolétariat dans le reste du monde semblent avoir épuisé toute leur énergie révolutionnaire. Mais est-ce si simple ? Qui humanisera le monde où nous vivons ? Problème complexe auquel s'est heurté Mandel jusqu'à sa mort, mais auquel il n'a cessé d'apporter la réponse suivante : cette transformation sera l'œuvre du prolétariat, au-delà des métamorphoses qu'il a subies ou qu'il subira. En est-il bien ainsi ? En tous cas cette humanisation de la société — il dirait : la transformation socialiste et révolutionnaire du capitalisme — est tout à fait nécessaire, cette humanisation que tant d'êtres humains se

fixent toujours comme objectif fondamental à notre époque ».

POUR LE DOCTEUR en sciences politiques Octavio Rodriguez Araujo, l'une des nombreuses contributions du théoricien belge réside dans sa critique du *Manuel d'économie des sciences de l'URSS*, « critique élaborée à partir de sources occidentales, donc non soviétiques, sur la construction du capitalisme. C'est remarquable, car c'est l'un des premiers marxistes à le faire. »

Il relève le concept de dictature du prolétariat que Mandel utilise dans *La formation de la pensée économique de Marx* : « Un concept très différent de celui des Soviétiques qui privilégie le rôle du parti et le conçoit comme avant-garde ; alors que lui insiste sur le rôle des classes sociales et conçoit une direction politique qui réponde aux demandes des ouvriers. » Même si Rodriguez Araujo relève un « défaut » dans « la conception eurocentriste » de Mandel dans son élaboration théorique sur l'Etat, il souligne sa critique de l'eurocommunisme. « En

cela, il a eu raison, car l'eurocommunisme a conduit à sa liquidation en tant que social-démocratisation et à la faillite des partis communistes. Je ne suis pas mandélien, mais je considère que Mandel a été l'un des théoriciens et critiques les plus lucides : l'histoire lui a donné raison », ajoute-t-il en concluant que l'auteur de *Meurtres exquis* avait « une grande solidité théorique et ne faisait donc guère de concessions ». « Mais il n'était pas dogmatique. Le dogmatisme tue la critique et défend le statu quo. » Le rêve de Mandel ? La révolution, le changement de la société et le socialisme démocratique, humain et donc populaire, pas élitiste.



En attendant la révolution mondiale : Sur la mort d'Ernest Mandel

Süddeutsche Zeitung, Allemagne, 22 juillet 1995

Par Elmer Altwater

J'AI RENCONTRÉ Ernest Mandel, mort il y a deux jours à l'âge de soixante-treize ans, pour la première fois au début des années 60, lors d'un séminaire du Sozialistischer Deutscher Studentenbund (SDS, syndicat socialiste des étudiants allemands) à Munich. Il faisait un exposé sur la théorie de Karl Marx. Un événement impressionnant à l'ère Adenauer, où l'on parlait peu de Marx dans les universités. La critique théorique, perspicace et brillante au niveau rhétorique, de la société capitaliste faite par Mandel, était quelque chose de tout à fait inhabituel à l'époque du « miracle économique ». C'est ainsi qu'il contribua sensiblement à l'élaboration d'une base théorique du mouvement étudiant des années 60 et du début des années 70.

Mandel est né à Francfort. Jeune homme, il fut actif dans la résistance

contre les nazis, qui le mirent dans un camp de concentration. Critique véhément du stalinisme, il rejoignit après la guerre l'Internationale trotskyste. Bientôt il fut considéré comme sa tête théorique dirigeante, à tel point que ce n'est pas lui que l'on identifiait à la Quatrième Internationale, mais celle-ci à lui.

Toute sa vie durant, il fut convaincu de

au renforcement des « travailleurs et paysans » révolutionnaires. Et ce à l'échelle mondiale. Je l'ai encore entendu le dire, il y a un an environ, dans un discours enflammé au Brésil.

QUELLES ILLUSIONS, serait-on incliné à dire aujourd'hui. Mais pour les gouvernements des Etats-Unis ou de France et la coalition sociale-libérale (allemande), Ernest Mandel représentait un tel danger politique qu'ils lui interdirent l'accès de leurs territoires dans les années 70. Il venait de présenter, comme thèse de doctorat au département de sciences politiques de l'Université libre de Berlin, son ouvrage *Der Spätkapitalismus*, qui fit date. Le jury dut se déplacer à Bruxelles, pour la soutenance qu'Ernest Mandel passa brillamment. L'interdiction de séjour ne put l'empêcher de passer son doctorat, mais rendait impossible sa candidature pour une chaire de professeur à Berlin et Osnabrück.

Süddeutsche Zeitung
MÜNCHNER NEUESTE NACHRICHTEN AUS POLITIK, KULTUR, WIRTSCHAFT UND SPORT

la nécessité, mais aussi de la possibilité, de la révolution mondiale. De là vint son enthousiasme pour le mouvement de 1968. Toute grève, fut-ce au Mexique ou au Bangladesh, était à ses yeux une contribution

Ernest MANDEL
1923-1995

L'Occident ne faisait que copier, à l'époque de la guerre froide, ce qui était depuis toujours monnaie courante dans le « camp du socialisme réel ». Comme dirigeant de l'Internationale trotskyste, Mandel était *persona non grata* et l'on ne trouvait ses écrits que dans « la bibliothèque maudite » de la gauche radicale et du trotskysme.

Pourtant ses œuvres, écrites d'abord en français avant d'être traduites dans toutes les langues du monde, se distinguent par leur rigueur scientifique. Mandel était dans le sens traditionnel du terme un esprit encyclopédique, un érudit d'une vaste culture et un brillant intellectuel. Ses analyses de l'économie capitaliste mondiale sont aussi impérissables que sa critique de la bureaucratie soviétique. Le fait qu'il écrivit une histoire sociale du roman

noir, s'essayant même dans ce domaine, montre bien l'étendue des domaines auxquels il s'intéressait.

Cependant, le but véritable de ses écrits ne fit jamais l'ombre d'un doute : le renversement révolutionnaire de la domination bureaucratique soviétique et du système capitaliste. Il considérait la fin du « socialisme réellement existant » en « l'an révolutionnaire 1989 » comme la confirmation de ses analyses. Mais que la société capitaliste dans « le nouvel ordre mondial » en sortit renforcée, et non pas affaiblie, ne rentrait pas vraiment dans ses conceptions politiques.



Ondes longues : Sur la mort du trotskyste et révolutionnaire Ernest Mandel

Frankfurter Rundschau, Allemagne, 23 juillet 1995

Par Karl Grobe

ERNEST MANDEL a écrit des analyses pénétrantes sur les ondes longues du développement conjoncturel du capitalisme, ainsi que sur la montée et la chute du stalinisme. Il a étudié, avec le même engagement, le phénomène social de la bureaucratie — et l'histoire sociale du roman noir. Ernest Mandel était un savant brillant, un polémiste incisif, un enseignant patient et un révolutionnaire impatient.

Bête noire de tous les dogmatiques, il était pour comble triplement condamné : en tant que juif, communiste et, pis encore, communiste de l'espèce trotskyste. Triplement condamné, triplement distingué : par la haine que lui vouaient les communistes orthodoxes ; par la peur des bourgeois conservateurs, qui lui valut une interdiction de séjour en Suisse, aux États-Unis, en France, en Australie et (de façon particulièrement zélée) en RFA ; par la reconnaissance des spécialistes larges d'esprit, dans tous les domaines sur lesquels il s'exprimait.

IL EST CURIEUX et en même temps significatif que, de son œuvre scientifique abondante, la critique des médias établis ait retenu, presque uniquement, l'histoire

sociale du roman noir (*Meurtres exquis*). On ne trouve que rarement des références à ses autres livres, tandis que pour *Meurtres exquis* en comparaison, il y eut beaucoup de comptes rendus, parmi lesquels — précisément — ceux des marxistes-léninistes-orthodoxes qui crurent ne trouver là aussi que de l'idéologie, car l'auteur n'était pas des leurs.

Né en 1923 à Francfort, Ernest Mandel émigra avec sa famille en Belgique pour échapper à la dictature nazie. C'est là qu'il commença à militer politiquement dans sa jeunesse. Les bourreaux nazis vinrent arrêter, à Anvers, le militant de la résistance contre la politique d'occupation qu'il était. Il survécut à la prison et au camp de concentration. Installé en Belgique après la guerre, il y enseigna dernièrement à l'Université libre de Bruxelles.

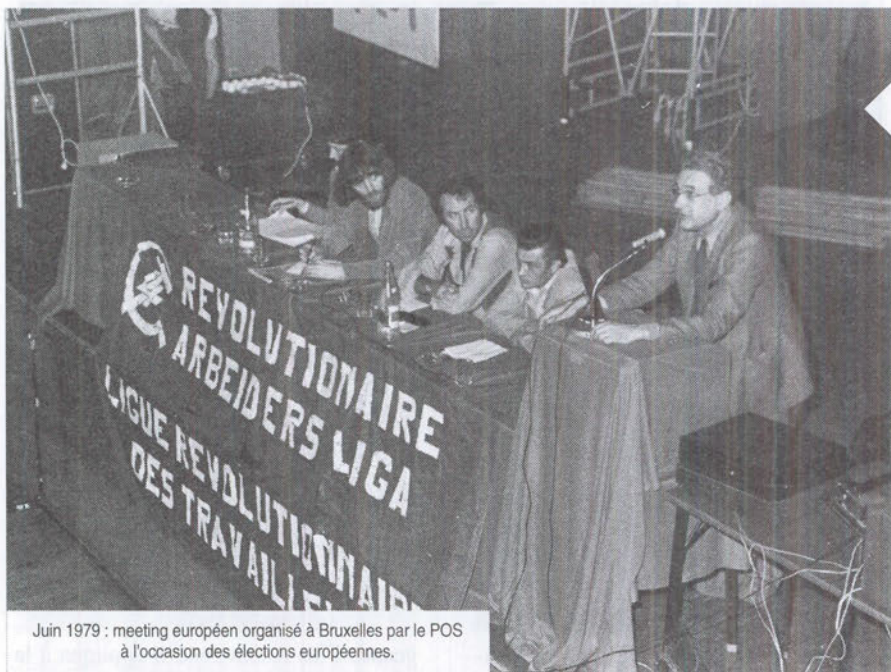
Ses camarades allemands, communistes et anti-staliniens, l'ont connu sous des noms différents, tels que « Ernest Germain » ou « Walter ». Il était le dirigeant de la section belge de la Quatrième Internationale, un homme politique qui ne put jamais écarter l'éventualité de devoir vivre à nouveau dans l'illégalité, si un jour les circonstances politiques se détérioraient. Car le théoricien reconnu de ce

mouvement était aussi un penseur de l'Internationale, que Léon Trotsky avait fondée après son expulsion d'Union soviétique.

Ernest Mandel n'a jamais été, cependant, un idéologue du trotskysme. Il s'était livré à un examen impressionnant — notamment, lors du colloque consacré à Trotsky, qui se tint à Wuppertal, en mars 1990 — des « années noires » du compagnon et critique de Lénine. Comment en était-on arrivé aux « années noires » de Trotsky entre 1917 et 1923 ? Trotsky avait déjà vu poindre, dès 1905, derrière le centralisme du parti, le centralisme des instances suprêmes du parti, jusqu'à celui du secrétaire général. Comment a-t-il pu soutenir ce centralisme, durant des années, malgré ce qu'il savait ? Pourquoi a-t-il gardé trop longtemps pour lui ce qu'il avait compris sur la bureaucratisation et « Thermidor » ?

MANDEL a développé la critique, que Trotsky avait retrouvée par la suite. Sa théorie de la bureaucratie (*Power and Money*), de 1983, en découle. Elle ne se limite pas à un travail académique ; étant l'un de ceux qui ont reconnu qu'après le « Thermidor » stalinien, la révolution pro-

Ernest MANDEL
1923-1995



Juin 1979 : meeting européen organisé à Bruxelles par le POS à l'occasion des élections européennes.

létarienne elle-même avait été trahie, Mandel défendait le concept de la révolution politique, de façon agissante. Il a diagnostiqué les premiers signes de cette révolution politique en 1956, en Hongrie et en Pologne, en 1968, en Tchécoslovaquie, et de nouveau en 1980, en Pologne. Ces processus de bouleversement auraient pu renverser l'élite bureaucratique du pouvoir ; cette bureaucratie qui fut dirigée et incarnée par Staline et ses successeurs, et qui engendra, en même temps, Staline et les staliniens.

Mais il était très loin de la simple alternative « démocratie ou stalinisme ». Son but, c'était le renversement du capitalisme, la constitution d'une société sans domination de classe, dans laquelle deviendraient possible, pour la première fois, l'égalité et une politique sociale, écologique, économique et démocratique planifiée consciemment. C'est ce qui distingue le « trotskysme » de tous les autres anti-stalinismes.

Une telle prise de position exige une discipline intellectuelle exceptionnelle. Il s'agissait de lutter contre les séductions d'un « soutien à l'Union soviétique » sans esprit critique et, avec la même rigueur, contre une « défense de la démocratie » sans esprit critique. Intransigeance, d'une part, face au régime du goulag, à l'expropriation politique et matérielle des peuples de l'Union soviétique et des démocraties populaires ; et intransigeance, d'autre part, contre l'exploitation, le racisme, l'impérialisme, que Mandel a compris comme étant inhérents au capitalisme. Et de nouveau, d'un côté, reconnaissance des acquis de la révolution russe, et volonté de les « sauver » contre

la déformation stalinienne ; de l'autre, défense des acquis de la Révolution française, et des luttes sociales dans les pays industrialisés.

Pour ces objectifs, Mandel s'est battu à tous les niveaux possibles. Lors des congrès mondiaux de son mouvement, il s'est retourné passionnément contre les dogmatiques de toutes sortes, qui n'ont jamais manqué dans la périphérie de son mouvement, et a cherché, d'autres fois, à discuter avec tous ceux qui s'y prêtaient. Lors de rencontres internationales avec des étudiants, ouvriers, professeurs, et diri-

geants politiques, lui qui brillait dans de nombreuses langues, savait écouter patiemment, et c'est sans arrogance, mais avec toute sa force de conviction qu'il argumentait.

Qu'avait fait cet homme naguère de si dangereux, qu'en 1972, ce n'est que dans des conditions exceptionnelles qu'il put soutenir sa thèse de doctorat à l'Université libre de Berlin, sans faire infraction à la Loi fondamentale ? Par quoi l'interdiction de séjour déjà mentionnée — qui a fini par coûter son poste à un ministre de l'Intérieur, en 1978 — et les démissions des esprits conservateurs du PEN-Club au moment de l'admission de Mandel, en 1977, étaient-elles motivées ? Certainement pas par la crainte de sa force de conviction. Était-ce la peur de la révolution ? Dans ce cas, on pourrait être plus tranquille. Nous ne vivons pas à une époque, où cette révolution serait imminente. Et les groupes qui se réclament de Mandel sont petits, certes, mais avec d'autant moins d'influence.



Un critique optimiste du capitalisme

The Guardian, Grande Bretagne, 23 juillet 1995

Par Tariq Ali

ERNEST MANDEL, qui s'est éteint à Bruxelles à l'âge de 72 ans, était l'un des penseurs marxistes-révolutionnaires du monde de l'après-guerre parmi les plus créatifs et les plus indépendants d'esprit. Ses écrits sur la théorie politique, sur l'histoire mondiale et l'économie marxiste ont été traduits en trente langues et sur tous les continents. Dans une série d'ouvrages spécialisés — *Le capitalisme du troisième âge* (1975), *La crise* (1978), *The Long Waves of Capitalist Development* (republié dans une nouvelle version

en 1995) — il a analysé le fonctionnement du capitalisme à l'Ouest.

Mandel était un dirigeant et un théoricien de premier rang de la Quatrième Internationale depuis la fin des années 50. Mais même les gens de gauche qui ne sympathisaient pas avec ses orientations politiques trotskystes reconnaissaient son influence et montraient du respect pour son intelligence, qui était acérée comme une lame. Voici seulement quelques années, à Madrid, Mandel s'était retrouvé à une tribune avec le Premier ministre

Ernest MANDEL
1923-1995

Felipe Gonzales. Il adressa à son hôte des propos cinglants pour avoir arrêté des jeunes gens opposés au service militaire.

IL NAQUIT en Belgique et fit des études à l'Université de Bruxelles et à l'Ecole pratique des hautes études à Paris. Son père Henri, un socialiste de gauche, s'était opposé à la Première Guerre mondiale. Pour éviter d'être mobilisé, il quitta la Belgique et se réfugia en Hollande. C'est là qu'il fit la connaissance du communiste allemand Wilhelm Pieck. A la chute du Kaiser, les deux hommes se précipitèrent en Allemagne.

Pendant plusieurs mois, Henri Mandel travailla à Berlin en tant que journaliste à l'Agence de presse soviétique, qui venait d'être mise sur pieds. Il devint également un ami de Karl Radek, l'émissaire bolchévique qui avait été dépêché par Lénine pour accélérer le cours de la révolution allemande. Démoralisé par la répression qui suivit l'exécution de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, Henri quitta le Parti communiste allemand au bout de quelques années. Il abandonna alors ses activités politiques et s'établit à Anvers. C'est là que naquit son second fils, Ernest.

Mandel avait dix ans quand Hitler est arrivé au pouvoir. Des années plus tard, il me disait : « A l'époque, mon père fit quelques commentaires très clairvoyants sur l'incapacité des socio-démocrates et des communistes à s'opposer au fascisme. Je me souviens de lui disant : "Cela va se terminer très mal. Cela pourrait bien être la fin de notre peuple" ».

EN 1939, Mandel rejoignit un petit groupe trotskyste d'Anvers. Il participa activement à la résistance durant l'occupation. Il avait été écoeuré par la capitulation du Parti socialiste belge. Son dirigeant, qui était vice-premier ministre, lança publiquement un appel à la collaboration avec les nazis. Il avait l'appui d'un secteur important de l'appareil syndical. Les communistes officiels publièrent un jour-



Mandel dans les années 60.

nal légal sous l'occupation. Ils se prélassaient sous les rayons mortels du pacte Staline-Hitler.

Mandel fut arrêté une première fois à l'occasion d'une distribution de tracts séditieux aux soldats des forces d'occupation allemandes. Il s'était ensuite caché pour observer la réaction des Allemands en uniforme à la propagande anti-fasciste. Il était révolutionnaire et juif. Les nazis l'ont envoyé dans un camp où transitaient des prisonniers en route pour Auschwitz. Il a réussi à s'échapper. Les circonstances de son évasion sont particulièrement révélatrices et ont laissé en lui une marque indélébile. Cet épisode a nourri sa confiance optimiste dans la capacité des gens ordinaires à s'émanciper.

Ayant toujours eu confiance dans sa capacité à convaincre n'importe qui des mérites du socialisme, Mandel a commencé à discuter avec les gardiens. Les autres prisonniers belges et français étaient anti-allemands et traitaient les gardiens, qui travaillaient depuis longtemps au service de l'Etat allemand, comme des sous-hommes. Mandel, lui, se mit à leur parler, et il découvrit ainsi que certains avaient été membres du Parti social-démocrate ou du Parti communiste allemand, maintenant interdits. De leur côté, les gardiens étaient impressionnés par la précocité de ce garçon de 16 ans dont ils avaient la charge. Et ils l'ont réellement aidé à s'évader.

Bien qu'il ait été rapidement arrêté à nouveau, cette expérience avait fait de lui un internationaliste. Il se refusait absolument à tirer un trait sur une nationalité à cause des crimes commis par ses diri-

geants. Plus récemment, il appliqua à la guerre dans l'ex-Yougoslavie la leçon qu'il avait apprise lorsqu'il semblait être minuit pour toujours dans le siècle.

Mandel refusait que sa répugnance pour Milosevic et Tudjman se transforme en une condamnation générale des Serbes ou des Croates.

APRES LA GUERRE, Mandel consacra la majeure partie de son énergie à la construction de la IV^e Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste. Il pensait sincèrement que la situation allait favoriser la renaissance d'un mouvement ne portant pas les stigmates des crimes stalinien ou des capitulations de la social-démocratie. Durant la fin des années 60 et les années 70, ses talents de polémiste et d'orateur (il parlait toutes les principales langues du continent) se combinant à la paranoïa des gouvernements, il fut interdit de séjour aux Etats-Unis, en France, en Allemagne de l'Ouest, en Suisse et en Australie. Il était considéré comme une menace pour « la sécurité nationale ».

Ne pouvant voyager librement, il retrouva sa vieille machine à écrire. Livres et brochures voyaient le jour à une vitesse sidérante. C'était un grand éducateur. Son *Introduction à l'économie marxiste* a été vendue à un demi-million d'exemplaires. Et pourtant, il a passé une grande partie de son existence à se préoccuper des idées de groupes trotskystes rivaux. Je lui téléphonais souvent durant les années 70. Je lui demandais poliment : « Comment vas-tu ? », mais sa réponse n'était jamais la même. Il répondait « Je viens d'achever un projet de réponse aux sectaires de Ceylan sur la question tamoule », ou bien « Ca va. As-tu lu ma

The **Guardian**

réponse au groupe International Socialists sur le capitalisme d'Etat ? », ou encore « Ces idiots sectaires d'Argentine ont cédé devant le péronisme. Ce sont des fous. Ne comprennent-ils donc pas ? » Ils n'ont jamais compris. Mais Mandel n'a jamais cessé de convaincre « des fous » d'emprunter la bonne route.

J'AI ÉTÉ TRES PROCHE de lui durant les années les plus importantes de ma vie. Même après que j'ai quitté son mouvement en 1981, nous sommes restés des amis proches en dépit de nos désaccords. Nos relations amicales ont été rompues brusquement durant une année après la publication de *Redemption*, une fiction satirique du trotskysme dont j'étais l'auteur.

Le personnage central, Ezra Einstein, s'inspirait vaguement de Mandel. « Je voudrais savoir quelque chose », me dit-il quand la paix fut finalement revenue.

« Pourquoi m'as-tu dépeint aussi obsédé par le sexe ? » J'ai essayé de lui expliquer qu'un vrai utopiste en politique serait également utopiste en sexualité, et que dans une fiction chacun a le droit d'imaginer n'importe quoi. Mais il hocha la tête en signe de désapprobation. Il était capable d'élaborer des théories sur n'importe quel sujet possible, excepté la sexualité. C'est une question qui le séparait de la génération de 68, et l'écart n'a jamais été surmonté.

Il eut une grave attaque cardiaque il y a quelques années, et il en est ressorti extrêmement affaibli. Mais jusqu'au dernier moment il a échafaudé de nouveaux projets. « Je n'arrive pas à décider quel livre écrire », me dit-il l'année dernière : « Une histoire du mouvement ouvrier européen, ou bien une étude des liens permanents et éternels qui unissent le capitalisme au crime ? » Il n'écrivit finalement ni l'un ni l'autre. Comme beaucoup de personnes de sa génération, il a

été secoué par la restauration en Russie, même s'il essayait de le dissimuler derrière une rhétorique capiteuse. Il savait que les jeux sont faits pour encore quatre ou cinq décennies. Mais il craignait de « démoraliser les cadres ». Et on continuait à faire comme si rien de fondamental ne s'était produit. La vie et la lutte suivaient leur cours, tout comme auparavant. Mais la vérité était que l'état d'esprit de notre époque s'était transformé, et que son optimisme avait cessé d'être contagieux.



Ernest Mandel, économiste et dirigeant trotskyste

El País, Etat Espagnol, 21 juillet 1995

Par Jaime Pastor

ERNEST MANDEL, économiste et dirigeant de la Quatrième Internationale (QI), est décédé à Bruxelles à l'âge de 72 ans. Né à Francfort au sein d'une famille juive, sa vie et son œuvre furent consacrées, dès son jeune âge, quand il s'engagea dans la résistance antinazie, à l'effort constant pour reconstruire un marxisme radical et ouvert, en rupture tant avec la social-démocratie qu'avec le stalinisme. Mandel était aussi directeur du Centre d'études politiques de l'Université libre de Bruxelles-section flamande.

EL PAIS

A travers ses nombreux écrits, essentiellement ceux consacrés à l'actualisation des concepts et des catégories élémentaires du marxisme, il avait toujours rejeté toute forme de dogmatisme. Son *Traité d'économie marxiste*, publié en 1962, a connu une large diffusion dans plusieurs langues et a bénéficié d'une grande influence au sein d'une frange non-négligeable de la nouvelle génération des éco-

nomistes critiques. Parmi les autres ouvrages de Mandel on trouve : *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, *El Capital : cien años de controversia en torno a la obra de Karl Marx*, *Las ondas largas del desarrollo capitalista* et surtout *Le troisième âge du capitalisme*. Ce dernier ouvrage constitue, comme l'a affirmé Perry Anderson, « la première analyse théorique du développement global du mode de production capitaliste depuis la Deuxième Guerre mondiale, conçue dans le cadre des catégories marxistes classiques. »

Les autres titres importants sont : *El significado de la Segunda Guerra Mundial* ; *Sur le fascisme* ; *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion ouvrière* ; *Critique de l'Euro-communisme* ; *De la Commune à Mai 68 et Marxismo abierto*.

AVEC L'AVENEMENT de la perestroïka Mandel a écrit : *Où va l'URSS de Gorbatchev ?*, et plus tard *El poder y el dinero*. Dans ces deux derniers ouvrages, il dévoile les contradictions du système soviétique, arguant en faveur d'une « troisième voie » alternative à la planification bureaucratique et à la restauration du capitalisme.

Toute son activité intellectuelle a été intimement liée à un engagement pratique au sein de la Quatrième Internationale dont il était l'un des principaux dirigeants. Expulsé du Parti socialiste belge en 1964 pour « trotskysme », plus tard il soutint la révolution cubaine et montra sa solidarité avec le Che dans sa polémique contre Charles Bettelheim. En 1968 Mandel a été expulsé de France pour sa participation à Mai 1968 et plus tard des deux Allemagnes pour la même raison. Il a participé en Espagne à plusieurs forums universitaires et politiques de tout type en soutenant plus particulièrement la Ligue communiste révolutionnaire (aujourd'hui, Izquierda Alternativa).

Son double investissement, en tant qu'économiste et révolutionnaire, l'a conduit à une activité intense qui a affecté sa santé surtout durant les dernières années de sa vie. Sa rigueur exempte de tout sectarisme dans la défense de ses convictions et son admirable « optimisme de la volonté » lui ont permis de gagner, malgré les divergences politiques, une grande sympathie et une grande affection parmi tous ceux et toutes celles qui ont eu la chance de le connaître.



ERNEST MANDEL
1923-1995



Mandel aux Etats-Unis dans les années 90.

Le penseur trotskyste est décédé d'une crise cardiaque à l'âge de 73 ans : Ernest Mandel, itinéraire d'un militant obstiné

Le Soir, Belgique, 22-23 juillet 1995

Par Jean Pierre Stroobants

ERNEST MANDEL, 73 ans, s'est éteint jeudi, à Bruxelles, victime d'une crise cardiaque. Théoricien du marxisme, économiste, militant infatigable, il était l'un des membres les plus célèbres et les plus prestigieux de la Quatrième Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938. Il prit les rênes de la section belge dès après la Deuxième Guerre mondiale et milita jusqu'à la fin de ses jours, notamment au Parti ouvrier socialiste (POS).

Au titre de ses activités politiques et de sa production scientifique, Ernest Mandel était sans doute un des intellectuels belges les plus connus à l'étranger.

Quelques mois après sa naissance, à Francfort, en 1924, sa famille s'établissait à Anvers. Plus tard, il allait étudier dans la métropole, mais aussi à l'Université libre de Bruxelles, en Sorbonne, à Berlin. Parfait quadrilingue, il connaissait en outre le russe, ce qui allait lui permettre d'étudier dans le texte les classiques du socialisme.

Dès l'âge de 16 ans, il s'engageait dans le mouvement ouvrier et dans la «IV», puis dans la résistance. Arrêté trois fois, il était envoyé dans un camp de concentration.

Peu de temps après la libération, il intégrait la direction internationale du mouvement trotskyste. De 1954 à 1963, il était membre de la commission économique de la FGTB. Il allait aussi collaborer au *Peuple* et à la *Wallonie*. Ses rapports avec la gauche classique ont toutefois été très orageux. Mandel fustigeait avec constance la social-démocratie, à

laquelle il reprochait de pactiser avec la bourgeoisie et le capitalisme. C'est ce qui explique sans doute que sa pensée n'ait jamais trouvé ni relais ni véritable écho au sein de la gauche belge, traditionnellement méfiante à l'égard des trotskystes. Mandel n'était guère plus amène pour l'épisodique « eurocommunisme », qu'il démolissait dans un livre en 1978.

Etouffé en Belgique, Mandel allait, en revanche, recueillir une audience considérable à l'étranger. Ami du leader révolu-

Il déclarait au *Soir* en 1984 : « A la libération, la bourgeoisie, dans un souci de paix sociale et de réformisme, a délibérément choisi l'expansion, le plein emploi et la sécurité sociale. Aujourd'hui, il y a la tentation d'un retour aux conceptions et aux pratiques du XIX^e siècle, avec l'espoir secret que l'affaiblissement du mouvement ouvrier par la crise permettrait d'éviter de payer le prix de cette opération, à savoir la fin du consensus. » Avant sa mort, il travaillait à un livre sur le capitalisme et la criminalité.

LE SOIR

tionnaire Che Guevara, il était invité à prendre part au débat sur les réformes à Cuba, en 1963. Il participait ensuite à de nombreux meetings révolutionnaires dans le monde, s'attirant les foudres de l'Allemagne, de l'Australie, des Etats-Unis, de la Suisse ou de la France qui, tous, lui fermèrent leurs frontières.

Ses ouvrages aussi, dont son *Traité d'économie marxiste* présenté à l'époque comme une entreprise réussie de renouvellement de la pensée de Karl Marx, le rendirent célèbre bien au-delà des frontières belges. Professeur d'économie à la Vrije Universiteit Brussel, il allait également étudier la structure du capitalisme et de ses crises. (*La crise 1974-1978*, Flammarion).

PRETRE DE L'AUTOGESTION, comment expliquait-il ses résultats désastreux en Yougoslavie ou en Pologne ? L'autogestion qui échoue est celle qui ne comprend pas de démocratie politique. Plus que toute autre cause, Mandel aura toutefois voulu défendre celle de Trotsky. Pendant plus de quatre décennies, il a réclamé à l'URSS qu'elle dise qu'il n'avait été ni un espion de la Gestapo ni un terroriste, comme l'avait affirmé la propagande stalinienne.

Dernière demande du militant avant sa mort, Ernest Mandel a demandé à être inhumé au Père Lachaise, à Paris, près du mur des Fusillés... Une cérémonie aura lieu dans l'intimité, à Anvers, la semaine prochaine.



Ernest MANDEL
1923-1995

Mandel, une grande figure du trotskysme

Le Monde, France, 22 juillet 1995

Par Laurent Mauduit

C'EST L'UN DES GRANDS noms du trotskysme de l'après-guerre qui disparaît : économiste réputé, dirigeant du secrétariat unifié de la Quatrième Internationale — dont est membre en France, la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine —, Ernest Mandel est décédé le 20 juillet à Bruxelles d'une crise cardiaque.

La vie de cet homme, né le 5 avril 1923 à Francfort, en Allemagne, dépasse de très loin l'histoire de l'organisation pour laquelle il a milité. Non qu'il n'ait été de tous ses combats : participant à la résistance contre l'occupation nazie, en Belgique, au côté d'un autre militant **A b r a h a m** Léon, connu

pour un ouvrage intitulé *La Conception marxiste de la question juive*, déporté dans un camp de travail dont il s'évade, il anime à la libération un courant de la gauche syndicale et de la gauche socialiste belge.

SON PARCOURS s'identifie, ensuite, à celui de son mouvement. Prônant la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie et la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne, il est en Yougoslavie, pour montrer que Tito n'est pas le « fasciste » que Moscou prétend, plus tard à Cuba, pour dialoguer avec le « Che » et conseiller Castro.

Longtemps interdit de séjour en France, d'abord aux lendemains des événements de mai 1968, auxquels il assiste, puis de 1972 à 1981, il se fait pourtant un malin plaisir de jouer au chat et à la souris avec la police et tient secrètement d'innombrables conférences à Paris.

Ernest Mandel est beaucoup plus que l'une des grandes figures de l'extrême gauche européenne de l'après guerre. C'est aussi un intellectuel, à l'impressionnante culture, qui a fortement marqué, bien au-delà de sa propre mouvance les esprits de la gauche étudiante des années 60. Professeur à l'Université libre de Bruxelles, il est de toutes les joutes. Sous le pseudonyme d'Ernest Germain, dans *France-Observateur*, il multiplie les billets pour montrer l'actualité de la critique marxiste de l'économie politique.

Auteur de **q u a n t i t é** d'ouvrages, dont les deux plus connus sont un *Traité de l'économie marxiste*, traduit dans une vingtaine de langues, et *Le*

troisième âge du capitalisme, il est animé d'une conviction : la révolution technologique, présentée par certains de ses contradicteurs comme une issue pour le capitalisme, ne lui fournira, en réalité, qu'une bouffée d'oxygène passagère, car la substitution massive de « travail mort » — en clair l'automatisation forcée — saperait les bases mêmes du capitalisme, qui, par principe de fonctionnement, est régi par la loi de la valeur, c'est-à-dire l'exploitation du travail salarié.

AUTEUR savant, grand spécialiste de la théorie des « ondes longues » c'est-à-dire des mouvements cycliques qui affectent l'économie capitaliste, mise au point par l'économie russe Kondratiev, il défend, en quelque sorte, contre les conceptions gradualistes du Parti communiste, contre celles, catastrophistes, d'autres courants d'extrême gauche à l'époque, une conception puriste du marxisme, dont le trotskis-

me se veut la continuation. Il n'est pourtant pas seulement économiste. Esprit curieux, il touche aussi à de nombreux autres domaines. Éternellement vêtu d'un costume trois-pièces digne d'un petit bourgeois, alors qu'il joue plutôt les commis-voyageurs de la révolution permanente, il est aussi un passionné des séries noires, au point d'écrire *Meurtres exquis*, histoire sociale du roman policier.

Il était gravement malade depuis presque deux ans. Lors de sa dernière visite en France, il a participé à un débat organisé par la revue *Politix* autour du livre de Jacques Kergoat sur Marceau Pivert.



Le Monde

Ernest MANDEL
1923-1995

Quelle alternative ?

Entretien avec Ernest

Mandel

Propos recueillis par Gabriel Maissin

La Gauche n°8, avril 1995

● **Certains indicateurs statistiques montrent une reprise, une remontée de la croissance. Cette reprise est-elle réelle, quelle est son ampleur, et surtout peut-elle annoncer une remontée de l'économie capitaliste à moyen terme ? Une reprise de la croissance, de l'investissement ? Comment situes-tu la reprise conjoncturelle ?**

Ernest MANDEL : Il faut distinguer deux sortes de fluctuations dans l'économie capitaliste. Il y a non seulement les cycles courts mais aussi ce que l'on appelle les « ondes longues » expansives et dépressives. L'onde longue expansive a en gros dominé l'économie capitaliste de 1949 jusque la fin des années 60, début des années 70. L'onde longue dépressive qui a commencé en 1973 se caractérise par le fait qu'indépendamment de ce qui se passe dans la conjoncture, le substrat de chômage continue à augmenter. On peut discuter sur les chiffres, tout le monde sait que les statistiques officielles sont faus-

sées : on élimine les chômeurs qui ne sont pas officiellement reconnus, on élimine ceux ou celles qui se sont retirés volontairement du marché du travail pour utiliser un terme à la fois cynique et significatif. Mon estimation, partagée par pas mal de milieux syndicaux internationaux, c'est que pour les pays impérialistes, ce substrat, actuellement, dépasse 50 millions de personnes et qu'il va augmenter sans cesse. Dans les pays du Tiers monde cela se compte par centaines de millions.

Aux chômeurs il faut encore ajouter les laissés-pour-compte, les marginalisés, les misérables, ce que l'on appelle « la nouvelle pauvreté », ils se comptent également par millions, et leur nombre ne cesse d'augmenter, inutile encore de parler des pays du Tiers monde car là c'est devenu une vérité de Lapalisse. Il faut remonter au pire moment de la crise économique du début des années 30 pour rencontrer des phénomènes du même genre. Ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté dans les pays impérialistes (même des institutions comme la Fondation roi Baudouin ont fait des études assez objectives à ce sujet) représentent selon les pays de 10 à 30 % de la population, à quelques

exceptions, mais même dans les pays où c'est une exception, je pense à la Suède ou à la Suisse, cela ne va pas durer longtemps, car ce sont des phénomènes mondiaux. C'est l'incapacité de l'économie capitaliste d'arrêter ce mouvement qui justifie l'utilisation du terme d'onde longue dépressive.

DANS LES PAYS du Tiers monde et dans les pays de l'Europe orientale et en Russie, cette évolution s'accompagne d'une chute du niveau de vie désastreuse (par exemple au Mexique, en l'espace de quelques années, le niveau de vie de la majorité de la population est retombé à ce qu'il était avant la Deuxième Guerre mondiale). Dans certains pays, on assiste à une montée du travail des enfants, un travail semi-esclavagiste, dans des conditions qui vous soulèvent le cœur.

Tout cela n'exclut pas, et c'est ce qu'il faut bien comprendre, un mouvement conjoncturel à l'intérieur de l'onde longue dépressive. L'onde longue dépressive ne signifie pas une chute continue de la production : il y a toujours succession de bonnes et mauvaises conjonctures. Actuellement il y a une reprise incontes-

table de la production dans une série de pays impérialistes, pas tous au même niveau. Cela donne une occasion pour le mouvement syndical, s'il veut bien prendre conscience de ce qu'il peut, de ce qu'il a encore comme substance, comme l'ont fait les métallos allemands, de dire « *la production augmente, vos profits augmentent, nous voulons notre part du gâteau* ». C'est donc le moment de poser des revendications réalisables, mais enfin, en gros ce mouvement conjoncturel à court et moyen terme ne change rien aux données fondamentales du problème : il n'y a pas de perspectives pour le moment d'un atterrissage en douceur de l'onde longue dépressive dans un avenir prévisible. Pour autant que l'on puisse juger, cela va continuer au-delà de la fin du XX^e siècle. On ne peut jamais rien exclure, mais pour le moment il n'y a rien de prévisible pour un retournement fondamental.

● **Mais il y a quand même une contradiction parce que les niveaux de profit sont élevés. Depuis 1991-1993, il y a une croissance des profits de l'ordre de 12 ou 13 %. Alors pourquoi une telle reprise des profits des entreprises ne s'accompagne-t-elle pas d'un mouvement plus vaste sur le long terme ?**

Ernest MANDEL : La raison est simple, c'est la malédiction fondamentale du régime capitaliste. Pour qu'il y ait une véritable reprise des investissements, et donc la possibilité d'une croissance durable à long terme, il faut deux conditions, une augmentation du profit, mais aussi un élargissement du marché. Le régime capitaliste ne peut pas fonctionner sur la base d'indices macro-économique. Chaque marchandise est spécifique et il faut qu'elle rencontre une demande spécifique. Les producteurs de machines-outils ne travaillent pas pour les consommateurs qui achètent des souliers. Nous sommes confrontés avec un problème théorique nouveau, sur lequel nous devons nous pencher.

Jusqu'à maintenant les marxistes, y compris la Quatrième Internationale, y ont attaché trop peu d'importance : quand on parle de la globalisation de l'économie, on fait semblant qu'il s'agit d'un phénomène quasi-magique, au-dessus des rapports entre les êtres humains. Un des grands mérites de Marx et du marxisme c'est de comprendre qu'à la base de toute évolution économique, de tout système

économique, de tous les rapports socio-économiques fondamentaux, il y a des rapports entre des êtres humains.

Que s'est-il donc passé ? Il y a eu un phénomène accentué de concentration et de centralisation internationale du capital. Mais cela s'est accompagné d'une série d'autres phénomènes dont il faut saisir toute l'ampleur. Tout d'abord, on a assisté à ce que j'appelle la « *reprivatisation de la monnaie* », c'est la conséquence de la puissance énorme des sociétés multinationales, qui sont devenues la forme d'organisation prépondérante, mais non unique, du grand capital. Et qui échappent de plus en plus au contrôle de n'importe quel gouvernement.

LA POLITIQUE de démantèlement, de déréglementation, comme celle menée par Reagan et Thatcher, n'est pas la cause de ce phénomène mais bien la conséquence. Ils ont simplement reconnu les limites de ce qu'ils pouvaient faire et ont essayé d'en tirer profit contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, contre les pauvres et les laissés-pour-compte. Le véritable mécanisme c'est qu'ils ne pouvaient rien faire. Pour donner un exemple de l'importance du phénomène : on ne connaît pas l'ampleur des capitaux qui se promènent à l'échelle mondiale, non pas à quelques % près mais à des centaines de milliards de dollars près. Ce que l'on ne connaît pas on ne peut évidemment pas le contrôler.

Aussi longtemps que l'onde longue expansive durait, le phénomène était circonscrit. Mais à partir du moment où on est entré dans l'onde longue dépressive, il y a eu une coïncidence entre deux phénomènes. D'une part, ces multinationales disposant d'énormes moyens, et d'autre part les limites, tout de même étroites, de l'investissement productif. Et dans ces conditions on a connu ce que j'appellerais un phénomène de sur-liquidité, de liquidités extraordinaires, une transformation d'une partie importante du capital-marchandise en capital-argent, capital liquide ou quasi-liquide. Qui s'est jeté sur la spéculation, spéculation à la bourse, immobilière.

Les moyens électroniques permettent aujourd'hui les transferts quasi-instantanés des capitaux à l'échelle mondiale. Mais, encore une fois, il faut quantifier pour se rendre compte de quoi nous parlons. Tous les jours ouvrables, il est vrai que ces messieurs ne travaillent pas tous les jours, mais enfin, tous les jours ouvrables, disons 150 jours par an, sur les marchés de change et ceux qui y sont liés ont fait des affaires qui égalent le volume annuel du commerce mondial ! Cette



liquéfaction » du capital prolonge d'ailleurs un phénomène qui était déjà visible préalablement. L'économie capitaliste après la Deuxième Guerre mondiale s'était lancée dans l'expansion sur un océan de dettes, l'endettement mondial était colossal. Tout le monde parle de la dette du tiers monde, mais cette dette, qui concerne tout de même la moitié du genre humain, c'est à peine 15 % du volume total de la dette. Il y a la dette des entreprises impérialistes, la dette des ménages, la dette des autres gouvernements qui ne sont pas des gouvernements du tiers monde. Ce sont des chiffres qui sont devenus incalculables, en dollars on parle de trillions de dollars de dette. Cela dépasse pratiquement notre imagination. Et, là de nouveau, nous touchons un phénomène fondamental qui explique pourquoi l'atterrissage en douceur de l'onde longue n'est pas prévisible.

QUAND ON PARLE des multinationales, il faut se garder de les considérer comme représentant un « bloc ». C'est un panier de crabes, ils se font la nique entre eux, constamment. Il y a un phénomène de concentration de multinationales, de grandes firmes disparaissent. On cite souvent le chiffre de 600 multinationales qui prédominent sur le marché mondial. Certains prophètes de malheur pour le régime disent que cela aboutira dans quelques années à 100. Cela paraît un peu excessif à première vue, mais on n'en sait rien. Or le dollar est en chute libre. Et l'absence d'une puissance impérialiste hégémonique a pour conséquence l'impuissance,



l'incapacité de la bourgeoisie à proposer des solutions. Les réunions des G7 se terminent généralement par un constat d'impuissance. On ne prend aucune décision.

Nous sommes habitués par notre tradition, par notre programme, par une vue réaliste de la crise de l'humanité, de la civilisation bourgeoise, et même de la civilisation tout court depuis la Première Guerre mondiale, à parler d'une crise du facteur subjectif, d'une crise de la conscience, de la direction du prolétariat. Mais actuellement, on assiste aussi à une crise de direction et de conscience de la bourgeoisie. Et ce n'est pas une petite crise, ils sont confrontés à un choix terrible. Et là on voit pourquoi, pour une raison socio-politique, il n'y a pas d'atterrissage en douceur de l'onde longue dépressive prévisible pour le moment.

J'EN VIENS au potentiel de résistance qui existe dans la classe ouvrière et dans le mouvement d'émancipation dans le Tiers monde. Ce potentiel est fonction de la période antérieure, de l'accumulation de forces, de réserves, d'acquis au cours de l'expansion préalable. La classe capitaliste doit se décider, jusqu'à quel point peut-elle pousser l'offensive anti-ouvrière et antisyndicale ? Si elle va trop loin, elle risque de provoquer une riposte très forte de la part des exploités et des opprimés au sens le plus large du terme. La bourgeoisie est divisée à ce sujet.

La situation peut changer dans deux directions. Aujourd'hui les exploités et les opprimés se trouvent en situation défensi-

ve. Mais s'ils gagnent quelques grandes batailles défensives, ils peuvent repartir à la contre-offensive, ce n'est pas du tout exclu. Par contre, l'inverse est aussi vrai s'il y a une nouvelle vague de chômage, une nouvelle capitulation honteuse de toutes les directions ouvrières officielles devant l'offensive d'austérité du capital, il peut y avoir un affaiblissement de la capacité de résistance de la classe ouvrière. Et il peut y avoir une véritable menace d'extrême-droite, pas nécessairement sous forme fasciste, personne n'en sait rien, mais au moins un renforcement qualitatif de l'Etat fort, répressif.

UN DES RÉDACTEURS principaux du journal *Le Monde*, Edwy Plenel, un ami en butte aux persécutions du régime de Mitterrand, dit qu'il y aura un nouveau Bonaparte en France, quel qu'il soit, quel que soit le score des prochaines élections. Il n'a pas tort. Donc il n'y a pas lieu d'être ultra-optimiste, la situation n'est pas bonne.

Il y a encore une autre dimension, ce que nous avons appelé dans la QI la crise de crédibilité universelle du socialisme.

Après un long délai, et aidée par quelques événements qui n'étaient pas minces, la classe ouvrière s'est rendu compte de la faillite du stalinisme, du post-stalinisme, du maoïsme, de la social-démocratie, du nationalisme pseudo-progressiste dans les pays du Tiers monde. Et pour le moment, elle ne voit pas une force à la gauche de tous ces mouvements, crédible, capable d'avoir une chance d'imposer des solutions anticapitalistes globales.

SES MOUVEMENTS de résistances sont donc discontinus, mais parfois d'une ampleur plus grande que jamais, et pas seulement du côté ouvrier, quand la Cour suprême des Etats-Unis a légiféré contre le droit à l'avortement, un million de femmes sont descendues dans la rue.

Mais, parce qu'ils sont discontinus, ces mouvements sont récupérables à court terme, ou ce qui est pire, ils peuvent se perdre. Cependant, il y a un facteur important de plus en plus de gens disent « ceux d'en haut sont corrompus et incompetents ». Corrompus, cela, chaque enfant le sait ! Mais incompetents, ça c'est quelque chose de nouveau. C'est une petite minorité encore de la classe ouvrière qui pense cela, mais il y a une évolution technologique qui contribue à cela. Des ouvriers hyperqualifiés ont le sentiment qu'ils connaissent mieux le fonctionnement de l'entreprise que l'ingénieur en chef, pour ne pas dire le direc-

teur. Les élèves des écoles professionnelles, les laissés-pour-compte, ont l'impression, à juste titre d'ailleurs, qu'ils perdent leur temps à l'école, qu'ils n'apprennent rien, qu'ils sont de futurs chômeurs. Mais il y a un changement, cette nouvelle couche de la classe ouvrière, il faut la regarder et la suivre de très près, il faut essayer de faire en sorte qu'elle ne perde pas la bataille.

Un exemple : dans la grève des métallos allemands, le syndicat, pourtant le plus riche du monde, a vite fait le calcul : six mois de grève, 3 millions d'ouvriers, ses réserves financières seront vite épuisées. Et alors, grâce à la compétence des ouvriers, pas celle des fonctionnaires, pour ne pas dire des bureaucrates syndicaux, ils trouvent dans un certain nombre d'entreprises dont la production est décisive pour celle de beaucoup d'autres entreprises, quelques ateliers, très souvent n'employant que 6 ou 7 % du personnel de l'entreprise, mais si tu paralyse ces ateliers-là, toute la production s'arrête. Et alors, c'est les patrons qui payent la grève. Le patron dit qu'il répond par le lock-out, le syndicat répond que c'est anticonstitutionnel et je crois qu'il aura une bonne chance d'obtenir gain de cause s'il défend ce combat. Il dit surtout, même si ce n'est pas ouvertement si vous faites le lock-out, nous occupons les entreprises. En Allemagne, cela ne s'était jamais vu depuis les années 20. Les ouvriers n'auraient pas hésité. Cela a fait sauter la concertation sociale dans le pays capitaliste le plus important d'Europe, et le troisième plus important du monde, donnant une valeur d'exemple aux travailleurs américains et japonais : c'est de la dynamite !

● **Mais la remobilisation de ces secteurs de la classe ouvrière entre en contradiction avec une situation sociale d'ensemble, beaucoup de chômage, et un sentiment général d'absence de solution. A la fois il y a cette partie de la classe ouvrière qui pourrait comprendre la fragilité du système puisqu'il la voit, et il y a un sentiment croissant d'impuissance à propos d'une solution. C'est une conjoncture idéologique très particulière, etc.**

Ernest MANDEL : Je le répète, la situation globale est mauvaise. L'offensive est entre les mains du patronat, du capital. Nous ne sommes sur la défensive. Mais nous sommes pas impuissants. Et,

pour terminer, je mettrai l'accent sur une idée, qui est chère à notre parti, à nos initiatives, que nous avons utilisée souvent, surtout à l'égard du Tiers monde et que nous devons maintenant chercher à généraliser, à universaliser : solidarité sans rivages. C'est le mot d'ordre premier. Je peux donner beaucoup d'exemples : front commun de solidarité des travailleurs et des chômeurs, des marginalisés c'est plus difficile, mais commençons par les chômeurs. En France, le mouvement est lancé, avec des travailleurs encore employés, surtout les travailleurs à haute qualification. Il faut trouver d'autres médiations, et c'est une tâche extrêmement importante, il faut intégrer des mouvements féministes, des mouvements écologistes, et quand je dis mouvements je parle de mouvements de masse, qui visent des objectifs précis dans cette solidarité.

IL FAUT S'EFFORCER, c'est très difficile mais ce n'est pas impossible, d'opposer à la stratégie mondiale des multinationales, des délocalisations des industries, une stratégie mondiale de concertation et d'actions communes des travailleurs et travailleuses, salariés et salariées à l'échelle mondiale, travaillant d'abord pour une même multinationale, ensuite pour les grandes branches industrielles, etc. Ce n'est pas facile, je suis absolument convaincu des difficultés, mais ce n'est pas impossible et c'est la seule voie contre le repli national, protectionniste, nationaliste. C'est le seul moyen de contrer la stratégie mondiale des multinationales.

On objecte parfois que de cette manière on s'oppose à l'industrialisation des pays du Tiers monde, qui aujourd'hui « profitent » de la délocalisation. Il n'en est rien, cela débouche simplement sur une autre stratégie de développement et de modernisation du Tiers monde. Axée non pas sur l'exportation de la main-d'œuvre bon marché, mais sur l'expansion du marché intérieur, sur l'augmentation du bien-être de la population, etc. L'abolition de la dette, la tentative de s'opposer à l'évolution négative des termes d'échange, toute une série d'autres éléments stratégiques devraient entrer en ligne de compte. C'est une vision qui ne me paraît pas irréaliste. Difficile oui, mais pas irréaliste.

Sans ces conditions-là, il n'y aura ni une solution ouvrière, ni une solution bourgeoise à la crise de l'humanité, il y aura une période prolongée de crises, de désordre mondial dans laquelle les deux principales forces sociales, petit à petit, chercheront à imposer des conditions qui

correspondent à leurs intérêts historiques et cela avec un arrière-fond dont nous devons être conscients aujourd'hui, et qui est aujourd'hui le principal argument en faveur du socialisme : c'est cette menace de survie physique de plus en plus grave qui pèse sur le genre humain — menace nucléaire, militaire, maladies liées à la montée de la pauvreté, liées au désordre mondial. Il n'y aura pas de solution dans le cadre du régime capitaliste. La crise de l'humanité exige une nouvelle société une nouvelle civilisation.



Ernest MANDEL
1923-1995



Ernest Mandel a été incinéré à Anvers, le mercredi 26 juillet, au cours d'une cérémonie prévue pour être intime, mais où se retrouvèrent néanmoins près de 200 de ses amis et camarades de Belgique. Selon sa volonté, ses cendres seront transférées au cimetière du Père Lachaise, à Paris, où elles seront placées dans une stèle funéraire près du Mur des Fédérés. Ce transfert aura lieu le 30 septembre prochain, et donnera lieu à une cérémonie internationale qui débutera à 11h30 (l'après-midi du même jour, se déroulera à Paris une grande manifestation contre les essais nucléaires français dans le Pacifique). Nous invitons nos lectrices et lecteurs à s'y rendre nombreux.

Nous invitons également toutes celles et ceux qui sont attachés à la mémoire d'Ernest Mandel, à répondre à l'appel de l'Institut d'Amsterdam (IIRF voir pages 18,19). Toutes les activités et collectes organisées en mémoire de notre camarade, doivent servir cet objectif international central qui correspond au souhait d'Ernest Mandel.

XII^e camp international

Cette année, le camp de jeunesse en solidarité avec la Quatrième Internationale s'est déroulé en France.

Situé près de Toulouse dans le Sud-Ouest, le village de Launac a vu sa population doubler avec l'arrivée de quelque 800 jeunes venus de toute l'Europe de l'Ouest, mais aussi de Pologne et de Slovaquie. Le meeting d'ouverture fut l'occasion de rendre hommage à Ernest Mandel, décédé deux jours à peine avant l'ouverture du camp.

Bien que le nom d'Ernest soit sûrement moins familier aux participants de ce camp qu'aux générations antérieures, l'évocation de sa vie et de son apport politique a ému l'assemblée et a culminé dans une *Internationale* entonnée dans (au moins) les neuf langues « officielles » du camp.

Chaque camp est l'occasion de renforcer l'Internationalisme, les participants expliquant la situation dans leurs pays respectifs et échangeant leurs expériences de lutte contre les réductions des budgets d'enseignement, contre le racisme et la montée de l'extrême droite, et contre les attaques dont sont victimes les femmes pour le libre accès à l'avortement et aux moyens de contraception. Pour rendre nos tâches de solidarité internationale aussi concrètes que possible, les camarades français ont réalisé un effort financier pour inviter un camarade mexicain du Chiapas et un camarade au Sénégal pour évoquer la situation dans leur pays et les différentes formes prises par les luttes de résistance.

Adama Soumaré expliqua les effets catastrophiques pour le Sénégal des plans d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Avec les participants suisses de l'Alternative solidaire, il parla du combat des étudiants sénégalais contre les plans d'austérité et présenta la campagne de solidarité menée en Suisse pour soutenir les étudiants victimes de la répression.

Gabriel Ramirez rendit compte du combat des Indiens du Chiapas, au Sud du Mexique, et présenta son analyse de l'insurrection zapatiste. Il expliqua aussi le sens de la consultation nationale lancée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Les jeunes intéressés par la situation en ex-Yougoslavie pouvaient aussi rencontrer Søren Søndergaard, député danois de l'Alliance Rouge-Vert/liste d'unité, l'un des principaux animateurs de la campagne International Workers Aid (Secours ouvrier pour la Bosnie).

POUR CE CAMP, les organisateurs avaient mis sur pied une « commission permanente de la solidarité internationale » qui avait pour but de mettre en contact des participants de divers pays afin d'organiser des actions de solidarité pour l'année à venir. Les projets discutés incluaient l'organisation dans toute l'Europe d'une « Caravane pour le Chiapas » et la coordination de la préparation des manifestations contre le sommet du G 7 qui aura lieu en France, à Lyon, en juin 1996.

Si la solidarité internationale restait au centre des débats, les autres thèmes choisis par les organisations participantes incluaient toutes les luttes de la jeunesse aujourd'hui, l'égalité des droits, le racisme, le nouvel ordre moral et le combat pour le droit des femmes de choisir. Daniel Bensaïd, de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR-Section française de la Quatrième Internationale) profita du forum de clôture pour esquisser les grandes lignes de « *la société que nous voulons* », les critères pour juger d'une véritable égalité et l'élimination de toutes les relations d'oppression entre les femmes et les hommes.

Tous les échanges d'expériences et d'information n'eurent pas lieu seulement dans les forums et les ateliers. Les camarades de la région avaient organisé des

visites de la ville de Toulouse et du vignoble local, et intégré dans les menus du camp des spécialités locales comme le cassoulet, le confit de canard et des fromages français. La délégation danoise organisa une « marche de nuit » pour cent participants enthousiastes. D'autres participèrent à une compétition de « Penguin football » ou dansèrent sur la musique d'une dizaine de groupes locaux qui jouaient gratuitement en signe de soutien au camp.

Notre camp ne peut être réellement un « îlot de socialisme » une semaine dans l'année. Mais nous avons prouvé une nouvelle fois qu'il est possible d'organiser d'une autre façon les actes de la vie quotidienne. Comme les années précédentes, les soirées de musique, de danse et de jeux animés par les jeunes gays et lesbiennes encouragèrent tous les participants du camp à méditer sur la façon dont notre comportement est déterminé — et limité — par les normes sexuelles de la société. L'espace et les soirées non-mixtes réservés aux femmes les encouragèrent à tisser entre elles des liens de solidarité et de sororité.

Venus ensemble exprimer notre internationalisme et vivre en solidarité, nous avons devant nous la tâche de construire et de développer des liens d'action pour l'année à venir. Tout comme les campagnes de solidarité mentionnées plus haut, est en chantier la rédaction d'un tract commun traçant les bases d'un système éducatif à l'échelle européenne, et les perspectives pour les luttes étudiantes.

Pour être partie prenante de ces activités, et pour réserver ta place pour le treizième camp de l'année prochaine, contacte dans ton pays l'organisation de jeunesse en solidarité avec la Quatrième Internationale. Ecris à *Inprecor* pour obtenir l'adresse du groupe le plus proche.

